

LE CONCESSIONNAIRE DE CHUTE D'EAU ET LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 mars 1934, à 14 heures

PAR

G. MESTRE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. Joseph BARTHÉLEMY, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. PICARD, SCELLE.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1934

Le
Concessionnaire
de chute d'eau
et les
propriétés privées

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE CONCESSIONNAIRE DE CHUTE D'EAU ET LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 mars 1934, à 14 heures

PAR

G. MESTRE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. Joseph BARTHÉLEMY, Professeur

Suffragants { MM. PICARD, } *Professeurs*
 { SCELLE. {

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1934



« Il ne s'agit plus seulement de la propriété des objets sensibles, faciles à saisir, à déterminer dans leur forme ou leur réalisation. Voici maintenant qu'il faut légiférer sur cette abstraction : la force, il faut capter, dans le réseau des lois, l'eau qui coule, le fluide qui circule, le rayon qui se glisse, moins encore, l'instant, le mouvement, la pente ».

HANOTAUX

Discours d'ouverture au Congrès de Grenoble,

Septembre 1902.

INTRODUCTION

Le régime des eaux avant la loi du 16 octobre 1919

Avant la loi de 1919, les droits des riverains étaient différents selon que la rivière bordant leurs terrains était ou non navigable et flottable.

a) *Les rivières navigables et flottables.* — Sur ces cours d'eau qui sont la propriété de l'Etat, les droits des riverains, avant la loi de 1919, sont fort restreints. Ils n'ont aucun droit sur l'eau, ni droit de propriété, ni droit d'usage.

Pour aménager une chute d'eau sur une rivière domaniale, l'industriel devait obtenir une autorisation de l'administration, dite concession de prise d'eau et ce, moyennant le paiement annuel du dixième de la valeur locative de la puissance aménagée¹.

1. Art. 40 et suiv. de la loi du 8 avril 1898 et décret portant règlement d'administration publique du 13 juillet 1906, art. 1^{er}.

L'administration pouvait à tout moment révoquer cette concession qui, suivant les cas, était accordée pour une durée indéterminée, soit par décret, soit par arrêté préfectoral. Cependant, en vue de consolider la situation du concessionnaire, le Conseil d'Etat ne validait la révocation que lorsqu'elle était prononcée dans l'intérêt public.

Ce n'est qu'après 1914 que le Conseil d'Etat appliqua à plusieurs reprises le régime de la concession de travaux publics. Ce régime était plus stable que le précédent : la concession était accordée pour une durée limitée. Toutes ces entreprises comportaient la déclaration d'utilité publique et l'assimilation complète des concessions de chutes aux concessions de travaux publics.

b) *Les rivières non navigables et non flottables.* — « Le lit des cours d'eau non navigables et non flottables appartient aux propriétaires des deux rives ». (Loi 8 avril 1898, art. 3 § 2)

Le riverain dont le fonds est traversé par le cours d'eau est propriétaire du lit de ce cours d'eau. Mais « si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire ». (Loi 8 avril 1898 art. 3, § 2)

Etant propriétaire du lit de la rivière, le riverain peut en extraire du sable, des pierres, de la vase, et « tous produits naturels » à la condition de ne pas modifier le régime des eaux et de se conformer aux obligations

concernant le curage du cours d'eau. (Loi 8 avril 1898, art. 3, § 3).

L'eau des cours d'eau non navigables et non flottables n'est pas susceptible de propriété privée ; elle fait partie des « choses communes », le riverain a seulement le droit d'en faire usage à son passage (C. Civ. art. 644). C'est un droit « de pure faculté », « que celui à qui il appartient est maître d'exercer quand il le juge à propos » et qui par suite est imprescriptible (art. 2232, du C. civ.)¹.

L'exercice de ce droit d'usage est soumis à d'importantes restrictions.

Tout d'abord le propriétaire ne doit pas, par l'exercice de son droit, porter préjudice aux autres riverains. S'il détourne les eaux, il devra, à la sortie de ce fonds, rendre les eaux à leur cours ordinaire (C. civ. art. 644) ; en outre il « ne peut exécuter des travaux au-dessus de ce cours d'eau ou le joignant qu'à la condition de ne pas préjudicier à l'écoulement et de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines ». (Loi du 8 avril 1898, art. 10).

« Le législateur a eu pour but — dit M. Cuvinot — « d'assurer à chaque ayant-droit une liberté aussi complète que possible de l'usage et de la disposition de « l'eau, sous la seule réserve du dommage causé à autrui »².

1. Picard, *Traité des Eaux*, t. I^{er}, p. 410. Sur la question du droit pour le propriétaire riverain de céder son droit d'usage à des tiers non riverains, cf. même ouvrage, t. I^{er}, p. 367 ; Req. 29 mai 1877, S. 1878.1.30 ; Grenoble, 7 août 1901, D. 1902.2.225 et note de M. Capitant.

2. Rapport de M. Cuvinot, au Sénat, sur le régime des eaux, *J. O., Doc. par., Sén., 1883. Annexe 202*, p. 102.

Les contestations relatives à l'usage de l'eau par les riverains sont de la compétence des tribunaux civils qui rendent entre les parties un jugement dit « règlement d'eau ».

D'autre part, l'autorité administrative, chargée par la loi du 8 avril 1898 de la conservation et de la police des cours d'eau non navigables et non flottables, peut intervenir de deux façons, soit en édictant des « règlements d'eau généraux », soit en accordant des « autorisations individuelles ».

Les règlements d'eau généraux sont rendus par l'autorité administrative en vue d'assurer soit le libre écoulement des eaux, soit leur répartition, soit encore la salubrité et la sécurité publique.

Pour l'établissement d'un barrage, d'un ouvrage destiné à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine, l'autorisation de l'administration est obligatoire. (Loi 8 avril 1898 art. 11). Cette autorisation peut être révoquée ou modifiée sans indemnité, soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations. En résumé, l'industriel qui désirait aménager une chute sur un cours d'eau non domanial devait préalablement obtenir : 1^o le droit à l'usage de l'eau ; 2^o le droit d'occuper des terrains nécessaires à l'établissement de la chute ; et 3^o l'autorisation administrative dont nous venons de parler.

Pour pouvoir disposer librement de l'eau, l'industriel devait d'abord soit devenir propriétaire d'une bande de terre en bordure du cours d'eau, soit acquérir ou

louer les droits à l'usage de l'eau d'un propriétaire riverain. Là, il se heurtait fréquemment à des demandes sans mesure de la part de spéculateurs dont nous aurons à reparler plus loin : les pisteurs ou les barreurs de chutes.

Ces droits à l'usage de l'eau une fois acquis, l'industriel devait, pour occuper les terrains nécessaires à l'établissement des ouvrages, soit acquérir ces terrains en pleine propriété, soit obtenir sur ces terrains, pour certains de ces ouvrages, notamment pour les canaux d'amenée et de fuite, une servitude ou un bail de longue durée. Mais comme la servitude d'aqueduc n'était accordée par la loi du 29 avril 1845 qu'aux agriculteurs, si certains propriétaires refusaient de lui accorder cette servitude, il n'avait d'autre ressource que de modifier l'installation de sa chute.

Enfin il ne lui restait plus qu'à obtenir l'autorisation administrative. En cas de refus de l'administration, il pouvait exercer devant le Conseil d'Etat un recours pour excès de pouvoir. On sait en effet que le préfet ne pouvait refuser son autorisation que pour un motif d'intérêt général¹.

Tels étaient les principes du régime des forces hydrauliques établis par la loi de 1898.

C'est cette loi que juge sévèrement M. Tavernier : « La « nouvelle loi sur le régime des eaux, promulguée le « 8 avril 1898, après une préparation de près d'un siècle,

1. C.E., Arrêt Pagès, 22 mars 1901, S. 1903.3.73 et la note de M. Hauriou.

« marque une méconnaissance nettement accusée des
« besoins et des nécessités modernes »¹.

Défauts de cette législation

Un des principaux défauts de cette législation était de donner au riverain des droits par trop précaires : il ne pouvait se servir de l'eau qu'à la condition de ne pas gêner les autres riverains : ceux d'en face, ceux d'amont, ceux d'aval. A ce sujet M. Berthelémy a écrit :
« Chacun d'eux peut empêcher l'exploitation des eaux,
« aucun ne peut exploiter, s'il n'obtient le consentement
« des autres. C'est dire que pour exploiter dans des con-
« ditions favorables, il faut le consentement de tous les
« riverains sur le parcours du cours d'eau ou sur la
« section de laquelle on veut tirer parti² ».

C'est ce consentement, indispensable à l'industriel désireux d'établir une chute qu'il lui était le plus difficile d'obtenir. Les riverains ne se désaisissaient de leurs droits d'eau que moyennant de fortes indemnités. Mieux, des spéculateurs appelés « barreurs de chute » ou « pisteurs » allaient bientôt compliquer encore la tâche du concessionnaire, sinon la rendre impossible.

Les pisteurs cherchaient à prendre connaissance des projets de chutes d'eau. Dès qu'ils en avaient connaissance alors que le public les ignorait encore, ils s'empressaient

1. Tavernier, *Les forces hydrauliques des Alpes*, p. 99, note.

2. Berthelemy, *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, années 1901-02, t. 111, p. 233. Voir aussi Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. III, Les Biens, par M. Maurice Picard p. 488 n° 510

d'acquérir, moyennant de petites sommes, les droits de riveraineté, qu'ils cédaient moyennant de grosses indemnités, à l'industriel.

Le barreur, autre grand ennemi de l'industrie hydro-électrique, se rendait propriétaire des terrains bordant le fleuve et s'opposait à toute exploitation de chutes d'eau.

Dans son étude sur *Les hautes chutes et la houille blanche*, M. Hanotaux fait ressortir ces graves difficultés que pouvait rencontrer l'industriel dans l'installation de sa chute : « Ce n'est pas tout, le ruisseau sera peut-être privé de ses eaux sur un parcours assez grand. Les riverains réclameront alors, ceux-ci un arrosage dont ils n'ont jamais voulu et qu'ils ne peuvent même pas pratiquer, d'autres un droit d'usine pour une construction informe, ancien moulin tombé en ruines depuis un siècle et plus ; d'autres, allèguent simplement leur désir de voir l'eau passer chez eux. Heureux encore si quelque propriétaire ne bâtit pas une roue d'enfant pour invoquer la priorité d'une usine existant et rendre tout détournement d'eau impossible. Si l'on songe qu'une seule de ces négociations n'aboutissant pas, qu'un seul passage refusé, qu'une seule riveraineté non-accordée peut rendre impossible la réalisation du travail, il y a de quoi réfléchir et éloigner les bonnes volontés. Les histoires que l'on raconte dans le pays sont homériques, toutes les rivalités et toutes les jalousies locales sont en éveil. Toutes les convoitises sont à l'affût. La spéculation s'en mêle... »¹.

1. Hanotaux, « Les hautes chutes. La houille blanche. Impressions de France » (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1901, p. 428 et suiv.).

Déjà, dès la fin du XIX^e siècle, le besoin de modifier le régime existant, se faisait fortement sentir. Il a fallu cependant attendre encore de longues années pour qu'une nouvelle loi vint enfin apporter à l'industrie hydro-électrique, source capitale de richesse et de prospérité nationales, l'aide qu'elle était en droit d'attendre.

Mais cela n'alla pas sans difficultés. Entre 1900 et 1916, un grand nombre de projets furent présentés au Parlement, les uns échouèrent, les autres furent oubliés.

Déjà, le 6 juillet 1900 un projet de loi portant réglementation des usines hydrauliques était déposé par MM. Jean Dupuy, ministre de l'agriculture et Pierre Baudin ministre des Travaux Publics.

Le problème était d'autant plus difficile à résoudre que les intérêts en présence étaient opposés.

Les intérêts des riverains, de l'industriel et de l'Etat semblaient inconciliables ; l'un voulait vendre son droit le plus cher possible, l'autre voulait installer son usine et acquérir ses droits de la façon la moins onéreuse. Enfin l'Etat veillait à ce que cette grande richesse nationale qui naissait ne fût ni accaparée ni gaspillée.

On aperçoit combien ardue était la tâche du législateur. On comprend que, favorisant l'Etat en lui donnant certains privilèges, ce projet de loi dût entraîner de vives protestations, aussi bien du côté des riverains que de celui des industriels, et ne pas réussir.

Cependant la nécessité d'une nouvelle loi se faisait de plus en plus sentir.

« Pour mettre la constitution de la propriété rurale, « en ce qui concerne les eaux, en rapport avec les né-

« cessités économiques modernes, — écrit M. Bouffard —
« il aurait fallu, en effet, non pas envisager exclusive-
« ment les intérêts agricoles, l'utilité agricole de l'eau,
« mais encore les intérêts industriels, l'emploi industriel
« de la force hydraulique. Et sur ce point c'est une trans-
« formation profonde qui s'impose dans le régime légal
« parce qu'une transformation profonde s'est opérée
« dans le domaine de l'industrie¹ ».

Ce n'est pourtant qu'en 1917 qu'une commission fut spécialement chargée par le gouvernement d'établir un projet. Cette commission, composée de parlementaires, de délégués de l'administration et d'industriels, déposa un projet, qui, voté par les Chambres après quelques modifications, allait devenir la fameuse loi du 16 octobre 1919.

1. *Etudes sur la législation des chutes d'eau*, 1903, p. 8.

PREMIÈRE PARTIE

Les Droits du demandeur en concession

Étendue de ces droits

Avant d'étudier les droits du concessionnaire vis-à-vis du propriétaire du sol, nous examinerons ceux du demandeur en concession.

Il est bien évident que celui qui a l'intention d'élever une usine hydraulique dans une certaine région aura besoin, pour établir son projet, d'étudier sur les lieux-mêmes les dispositions qui lui permettront d'aménager son usine dans les meilleures conditions possibles.

Et pour ce faire, il devra se rendre sur place ; il devra pénétrer sur la propriété d'autrui. Il pourra avoir besoin d'effectuer sur ces propriétés, pour l'établissement de son projet, divers travaux tels que ceux de nivellement et de mensuration.

Si un accord amiable intervient entre le demandeur en concession et les propriétaires du sol, il n'y a pas de difficultés. Mais supposons, au contraire, que les propriétaires sur le terrain desquels le demandeur a l'intention de construire son usine refusent à ce dernier l'entrée de leurs propriétés, lui interdisant ainsi toute possibilité de mener à bien l'établissement de son projet. Que va faire le futur concessionnaire ? Devra-t-il se contenter d'étudier sur les plans et cadastres l'état du terrain appelé à supporter son usine ? Non.

Le demandeur en concession, comme le concessionnaire lui-même est nanti de certains droits. Il peut être autorisé à passer sur les propriétés privées et même

à y effectuer les travaux de mensurations et de nivellement qui lui sont nécessaires.

C'est le préfet qui peut lui accorder cette autorisation. Mais si celui-ci juge, pour des raisons sérieuses, qu'il doit la refuser, la décision par laquelle il fera connaître son refus au demandeur sera motivée. Si au contraire le préfet fait droit à sa demande, il prendra en ce sens un arrêté qui devra être notifié aux intéressés suivant les formes prescrites par le décret du 20 décembre 1926.

Voilà donc les droits dont bénéficie le demandeur en concession, droits qui à première vue peuvent paraître exorbitants puisqu'ils sont conférés à un individu qui peut n'avoir qu'une vague intention d'établir une usine hydraulique. Après avoir pénétré dans la propriété privée, après y avoir même effectué des travaux de nivellement, le pétitionnaire pourra renoncer à son projet et dans ce cas, les propriétaires du sol auront souffert des facultés accordés au demandeur sans qu'aucune utilité en soit résultée pour lui.

Il est certain qu'une telle mesure semble choquante, mais le législateur a voulu donner au demandeur en concession toutes les garanties nécessaires à l'étude parfaite de son projet et puisqu'on faisait en droit une place considérable au concessionnaire de chute d'eau, il fallait encore donner à celui qui allait peut-être le devenir toutes les possibilités de bonne réussite.

De même, le prospecteur en matière de mines bénéficie d'avantages similaires qui apparaissent comme particulièrement importants quand il s'agit de recherches de gisements de pétrole (loi du 16 décembre 1922).

Limitation de ces droits

Mais si des droits importants étaient accordés aux pétitionnaires, certaines limitations à ces mêmes droits sont prévus.

C'est ainsi que, sous aucun prétexte, sauf assentiment du propriétaire le demandeur ne peut être autorisé à pénétrer à l'intérieur des maisons d'habitation. Pour l'introduction dans les propriétés closes, un délai de cinq jours est prévu. Passé ce délai, l'introduction ne peut avoir lieu. Pour y entrer, le demandeur devra obtenir l'assistance du juge de paix ou d'un officier de police judiciaire.

Aucun arbre ne devra être abattu sans entente préalable entre le demandeur et le propriétaire et sans une constatation contradictoire.

Enfin, si des dommages ont été occasionnés par les travaux entrepris par le pétitionnaire, le conseil de préfecture, à défaut d'accord, a qualité, après expertise, pour fixer l'indemnité à laquelle a droit le propriétaire du sol.

Telles sont les dispositions qui découlent de l'art. 28 al. 1 de la loi de 1919 qui oblige les propriétaires à « laisser faire sur leurs propriétés tous travaux de mensuration ou de nivellement » en vue de l'aménagement de chute d'eau concédées. Les règlements d'administration publique des 20 janvier 1923 et 20 décembre 1926 ont été rendus en application de ce texte. D'après ces règlements, les dommages causés par ces travaux seront

réglés conformément à la loi du 22 juillet 1889. C'est dire qu'en cette matière la compétence est conférée au Conseil de Préfecture.

Deux arrêts du Conseil d'Etat, l'un du 5 avril 1925¹ l'autre du 22 juin 1928², ont consacré sur ce point la compétence du Conseil de Préfecture.

Le second, celui du 22 juin 1928 est l'important arrêt Sigalas, qui en consacrant la compétence du Conseil de Préfecture, reconnaît le caractère de travaux publics aux concessions de chutes d'eau.

Voici les faits : Des agents d'un concessionnaire avaient, en vue des travaux d'aménagement de la chute, abattu des arbres, sans s'être conformés à certaines prescriptions réglementaires de l'arrêté. Les propriétaires assignèrent le concessionnaire devant le Conseil de Préfecture en réparation du préjudice causé. Le Conseil fit droit à leurs demandes, mais les condamna à une grosse indemnité à raison de ce que, par leur opposition aux travaux du concessionnaire, ils avaient causé à celui-ci un préjudice méritant réparation.

Les propriétaires firent appel et soutinrent devant le Conseil d'Etat l'incompétence de la juridiction administrative pour statuer et sur les indemnités qui devaient leur incomber, et sur celles que devait supporter le concessionnaire.

L'Art. IV de la loi de pluviose an VIII prétendaient-ils, donne compétence aux tribunaux administratifs

1. D.P., 1926.3.65.

2. S. 1928.3.113 et la note de M. Hauriou ; D. 1928-3-49 et la note de M. Pépy.

pour connaître des dommages causés par des concessionnaires aux propriétaires et non pas des dommages causés à des concessionnaires, par des propriétaires. Et d'autre part, la juridiction administrative est incompétente à raison de ce que les travaux d'un concessionnaire de chute d'eau ne sont pas des travaux publics.

Le Conseil d'Etat fit droit à leurs premières prétentions, mais affirma d'une façon formelle le caractère public des travaux entrepris non seulement par un concessionnaire de chute d'eau, mais encore par le simple demandeur en concession. Il est d'ailleurs à remarquer que l'art. 5 du décret du 20 janvier 1923, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 octobre 1919, avait expressément consacré cette compétence.

DEUXIÈME PARTIE

Les Droits du concessionnaire

TITRE I

OCCUPATION PAR LE CONCESSIONNAIRE

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DES DROITS RECONNUS AU CONCESSIONNAIRE

Les prérogatives conférées au concessionnaire par l'art. IV de la loi de 1919 constituent des servitudes légales.

C'est ce qu'établissent l'art. V, in-fine de la loi et l'art. III du cahier des charges type du 5 septembre 1920.

De nombreuses discussions se sont élevées sur le point de savoir si le mot « servitude » était le terme qui convenait ou si au contraire il n'eût pas été préférable de le remplacer par un autre.

Déjà, M. Sibille, lors de la discussion de la loi de 1919, à la Chambre des Députés, s'était élevé contre cette dénomination et avait demandé que ce terme fût remplacé par le mot « droit », prétendant que ces pseudo-servitudes, n'étaient à aucun point de vue des droits réels que le concessionnaire pouvait exercer à l'encontre des propriétaires du sol sur lequel l'industriel allait construire son usine. « D'après le texte de la Commission » dit en substance M. Sibille, « le concessionnaire aura le droit d'exercer des servitudes. Convient-il d'employer le mot servitudes ? Il est permis d'en douter. Qu'est-ce qu'une « servitude » d'après le Code civil ? C'est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage, appartenant à un autre propriétaire. Eh bien ! le projet de loi impose des charges sur des héritages, mais au profit du concessionnaire, c'est-à-dire de personnes et non au profit d'autres héritages. Ne conviendrait-il pas de prévoir simplement des charges imposées à des héritages et des droits reconnus à des concessionnaires, sans employer le mot servitudes ? ».

De fait, M. Sibille obtint la modification des termes de l'art. IV de la loi de 1919 : au lieu de « le concessionnaire aura le droit d'exercer les servitudes suivantes », on employa l'expression : « le concessionnaire aura les droits suivants ? ».

Depuis, de nombreux auteurs ont critiqué l'emploi de ce terme qui, s'il fut banni de l'art. IV, se retrouve à

l'art. V. Parmi eux, nous trouvons M. Pierre Gall, qui, dans son livre¹ *Des modifications apportées par la loi du 16 octobre 1919 aux droits des riverains des petits cours d'eau*, remarque que « les commentateurs ont pris l'habitude de désigner sous le nom de « servitudes » des « droits » que la loi nouvelle accorde à l'industriel. Il y a là, dit-il, « un abus évident de langage car, à s'en tenir à la définition que donne de la servitude l'art. 686 du Code civil, il apparaît que la présence d'un fonds dominant est nécessaire. Or, dans notre cas, les droits qu'accorde la loi du 16 octobre 1919 au concessionnaire, s'appliquent plutôt à l'industriel ou à son installation tout entière, qu'à un fonds ». Enfin, M. le Conseiller Pilon, dans un rapport présenté à l'occasion d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 5 mars 1930² prétend à son tour que c'est à tort que le mot « servitude » est employé pour qualifier l'atteinte portée à la propriété privée par l'établissement de lignes de distribution ou de transport d'énergie électrique.

La discussion que M. Pilon entreprend en se plaçant au point de vue de l'établissement de lignes de distribution ou de transport d'énergie électrique, présente la même valeur si l'on se place sur le terrain qui nous occupe : celui de la houille blanche.

M. Pilon fait d'abord ressortir le caractère de la servitude foncière : c'est une charge imposée sur un fonds (le fonds servant) au profit d'un autre fonds (le fonds

1. Pierre Gall, *Des modifications apportées par la loi du 16 octobre 1919 aux droits des riverains des petits cours d'eau*, thèse, Paris, p. 215.

2. D., 1932.1.102.

dominant) — cette charge est perpétuelle — elle est un démembrement du droit de propriété — elle ne peut être aggravée.

Puis, analysant les droits que les auteurs qualifient de « servitudes » et qui ne sont que des « atteintes portées à la propriété privée », ils s'efforcent de les différencier des servitudes.

1° « Pas de fonds dominant : la propriété subit une atteinte au profit, non d'un fonds, mais d'une entreprise, d'un intérêt collectif ».

Mais, si l'entreprise en elle-même ne peut pas être considérée comme un fonds, les éléments qu'elle comprend comportent bien des fonds. Dans l'entreprise de transport et de distribution d'énergie électrique, les pylônes, les lignes, l'usine, constituent les fonds dominants : dans la concession de chutes d'eau, le barrage, l'usine, le matériel immobilisé nécessaire à la production de la houille blanche peuvent former un fonds dominant, le fonds servant étant le sol sur lequel reposent ces aménagements.

2° D'autre part « cette charge est perpétuelle », assure M. Pilon et, puisque les servitudes de la Loi de 1919 s'éteignent avec la fin de la concession, qui ne dure que 75 ans, il ne peut y avoir aucun rapport entre cette charge et ces servitudes.

Qu'on nous permette ici de citer Aubry et Rau¹ : « les servitudes réelles sont perpétuelles, mais de leur nature seulement, et non de leur essence. Rien n'em-

1. Aubry et Rau, 5^e édit., t. III, § 247, p. 115.

pêche donc de limiter la durée de la servitude, par exemple, à la vie du propriétaire actuel de l'héritage dominant, ou au temps pendant lequel il en conservera la propriété ».

Voici donc les principales raisons qui ont fait qualifier par certains auteurs, d'abus de langage, l'emploi de ce mot « servitude », appliqué aux droits établis par l'art. 4 de la loi de 1919.

Nous ne pensons pas que ce terme soit impropre ici. En effet, quelles sont les conditions essentielles à l'existence des servitudes ? Il y en a quatre :

1° Tout d'abord, pour qu'il y ait servitude, il faut deux héritages dont l'un, l'héritage dominant, grève l'autre, l'héritage servant, d'une charge susceptible d'être utile au premier.

2° S'il faut deux héritages il faut également deux propriétaires. Chaque héritage doit appartenir à un propriétaire différent ;

3° Les deux héritages doivent être assez rapprochés pour que le propriétaire du fonds dominant puisse retirer de la servitude un intérêt réel ;

4° Le fonds servant doit se trouver, de par sa nature même en état de fournir constamment les avantages qui ont fait que la servitude a été constituée.

En comparant, d'une part ces éléments constitutifs des servitudes réelles, tels qu'Aubry et Rau¹ nous les indiquent, et d'autre part, ces « droits » que la loi de 1919 a accordés aux concessionnaires de chutes d'eau, on

1. Aubry et Rau, § 247, p. 112.

s'aperçoit que ces derniers peuvent aisément figurer, au même titre que bien d'autres, dans la catégorie des servitudes réelles, et que ce n'est pas commettre un abus de langage que de les revêtir de ce nom.

Nous reconnaissons que cette discussion, quel que soit l'intérêt juridique qu'elle puisse présenter, ne comporte qu'un intérêt pratique très limité¹. Si nous avons cru devoir exposer cette controverse avec quelque détail, c'est parce qu'elle nous a paru utile pour donner une idée exacte des droits qu'organise l'art. IV de la loi de 1919.

1. M. Sibille estimait que ce qui justifiait la compétence de la juridiction civile pour fixer les indemnités dues aux propriétaires à raison de l'exercice des droits attribués aux concessionnaires par l'art. IV de la loi de 1919, c'est, qu'il s'agissait « non pas de servitudes, mais en réalité de droits accordés pendant quelques années à des concessionnaires ». Pour notre part, nous ne voyons pas la raison pour laquelle cette différence d'appellation pourrait comporter un déplacement de compétence.

CHAPITRE II

DIVERSES FORMES DE L'OCCUPATION

La loi distingue deux sortes d'occupations :

1° L'occupation des terrains pour l'établissement des ouvrages et la submersion des berges dans les paragraphes 1 et 2 :

Paragraphe 1. Occuper, dans l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession, les propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite lorsque ces canaux sont souterrains ou, s'ils sont à ciel ouvert, en se conformant à la loi du 29 avril 1845.

Paragraphe 2 : Submerger les berges par le relèvement du plan d'eau.

2° Une occupation temporaire dans le paragraphe 3 :

Paragraphe 3 : S'il s'agit d'une usine de plus de 10.000 kilowatts, occuper temporairement tous terrains et extraire

tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892.

Nous distinguerons donc deux formes de servitudes : L'occupation de la loi de 1919 visée aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 4 et l'occupation temporaire de la loi de 1892, visée au paragraphe 3 du même article.

Section I

L'occupation des § 1 et 2 de la loi de 1919

L'occupation des § 1 et 2 de l'art. 4 de la loi de 1919 a pour but de permettre au concessionnaire d'aménager ses ouvrages sans être obligé d'acquérir les terrains sur lesquels ils portent. Toute concession, quelle que soit son importance, quelle comporte ou non la déclaration d'utilité publique, a le droit d'y prétendre. Elle autorise le concessionnaire à occuper tous les immeubles privés, compris à l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession et nécessaires aux travaux approuvés par l'administration, qu'il s'agisse d'aménagements définitifs, tels que le barrage ou la conduite forcée, ou d'installations provisoires tel que le dépôt des matériaux ou le rejet des déblais.

Occupation définitive et momentanée

Certains auteurs ¹ prétendent que les servitudes d'oc-

1. En ce sens, L'Huillier, *La législation des forces hydrauliques*, p. 54.

cupation du § 1 ne peuvent être que des servitudes permanentes dont la durée doit se prolonger autant que la concession. Puisque dans le § 3 de l'article 4, le législateur a seulement prévu des servitudes d'occupation temporaire pour les usines de plus de 10.000 kilowatts, il faut en déduire, prétendent-ils, que les servitudes d'occupation prévues au § 1 ne peuvent être que des servitudes d'occupation définitive.

Cette solution peut paraître, à première vue, imposée par le texte ; elle n'en semble pas moins insoutenable. En effet, si le § 1 ne permettait que des occupations définitives, les entreprises les plus nombreuses, celles qui mettent en œuvre une usine inférieure à 10.000 kilowatts, seraient pratiquement hors d'état de réaliser leurs installations, puisque la loi ne leur permettrait pas d'occuper momentanément les propriétés, notamment pour la déviation provisoire d'une rivière, ou le rejet des terres et déblais, ou encore l'installation des chantiers.

Ainsi, la loi ferait bénéficier le concessionnaire d'une chute d'eau, d'une servitude d'aqueduc et en même temps lui interdirait de rejeter de part et d'autre les terres du canal qu'il est autorisé à creuser.

De plus, comment le concessionnaire, s'il ne lui était pas permis de passer sur les propriétés voisines pour transporter les éléments de conduite forcée et pour opérer leur montage, pourrait-il mener à bien l'installation de son usine, dans le cas où les propriétaires ne voudraient pas lui accorder bénévolement le passage nécessaire à ces opérations ?

Le législateur ne peut avoir consacré cette solution absurde.

On peut d'abord penser que si le législateur avait voulu ne donner le bénéfice de toute occupation momentanée qu'aux usines de plus de 10.000 kilowatts, il l'aurait dit expressément. Or rien de semblable ne ressort du § 1, où il n'est nullement question d'occupation définitive. « Occuper », dit le législateur, « des propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages ». Cette formule n'est-elle pas assez large pour comprendre à la fois les occupations définitives et les occupations momentanées, notamment celles qui sont nécessaires aux déblais.

A notre avis, le § 1 de l'art. 4 autorise le concessionnaire, à occuper dans l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession, les propriétés privées nécessaires à l'exécution des travaux prévus par ce même article, qu'il s'agisse d'ouvrages provisoires ou définitifs.

Cette discussion porte donc sur le point de savoir si la loi de 1919 a prévu à la fois une servitude d'occupation définitive pour des travaux qui doivent durer tout le temps de la concession et une servitude d'occupation momentanée pour ceux des travaux qui ne doivent subsister que pendant le temps de l'aménagement de la chute.

Nous avons vu que, pour l'établissement de certains ouvrages, cette servitude d'occupation momentanée était non seulement légitime mais encore indispensable. Il en est de même pour la submersion des berges, prévue au § 2. En effet, ce paragraphe dispose que le conces-

naire a le droit d'occuper certains terrains par submersion des berges.

Nous verrons plus loin ¹ ce que l'on entend exactement par le mot « berges ». Nous nous contenterons seulement ici de signaler que l'occupation par submersion des berges peut-être définitive ou momentanée. En effet, par la construction du barrage, le plan d'eau va forcément se trouver élevé et les berges, autrefois à découvert vont être submergées. Aussi le législateur prévoyant ce cas dans le § 2 de l'art. 4 a-t-il donné au concessionnaire le droit d'occuper ces terrains. Ici l'occupation sera définitive.

Mais, si pour effectuer certains travaux en aval du barrage, le concessionnaire est obligé, par exemple, d'assécher, pour peu de temps, une partie du lit de la rivière, le plan du cours d'eau, en amont des travaux sera fatalement surélevé, ce qui aura pour conséquence de submerger une partie des berges pendant la durée de ces travaux. Le travail terminé, le niveau de l'eau reprendra la situation qu'il avait antérieurement. La partie des berges submergées par l'effet de cette opération sera donc seulement soumise à une servitude d'occupation momentanée. Nous en concluons que le concessionnaire pourra bénéficier d'une servitude d'occupation qui sera ou définitive ou momentanée par application des § 1 et 2 de l'art. 4.

1. Voir *infra*, p. 51.

Section II

L'occupation temporaire

Le § 3, ajouté par amendement ¹ à l'article 4 de la loi de 1919, fait bénéficier les usines de plus de 10.000 kilowatts d'une servitude spéciale appelée occupation temporaire.

Nous ne pensons pas, comme certains auteurs, que ce § 3 prévoyant l'occupation temporaire, prive de ce fait les usines de moins de 10.000 Kw de l'occupation que nous avons appelée momentanée.

En effet, il ne faut pas oublier que l'occupation définitive ou momentanée dont nous avons parlé à la Section I ne peut jouer que « dans le périmètre défini par l'acte de concession ». L'emplacement que l'industriel pourra occuper pour l'aménagement de sa chute sera donc limité à ce périmètre. Aucune servitude de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être imposée aux propriétés qui ne sont pas comprises dans la partie de terrain prévue par l'acte de concession.

Mais cependant, si l'usine doit être de grande importance, si les travaux nécessaires à l'aménagement de la chute sont considérables, il se pourrait que le concessionnaire fût alors gêné par les dimensions trop étroites du périmètre et qu'il fût dans l'obligation absolue

1. Cet amendement fut déposé par M. Margaine à la séance du 5 juin 1919, Cf. *J.O.* du 6 juin, *Ch. Dép., Déb. parl.*, p. 2554.

d'imposer des servitudes à des propriétés ou à des parcelles de propriétés se trouvant en dehors des limites prévues. Que devrait-il faire alors ? Serait-il obligé de renoncer à étendre ses chantiers, quoique cette expansion en dehors du périmètre soit indispensable à la bonne exécution des travaux ? Non. Le législateur a prévu ce cas et c'est là l'objet même du § 3.

Alors qu'au § 1 le concessionnaire devra « occuper » les propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages « dans l'intérieur du périmètre défini », l'art. 3 dispose : « S'il s'agit d'une usine de plus de 10.000 kilowatts, il pourra occuper temporairement *tous* terrains, extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892. ».

Occuper « tous » terrains, dit l'article. Même ceux situés en dehors du périmètre défini par l'acte de concession. C'est là le point essentiel qui nous montre bien qu'il n'y a pas identité entre l'occupation « momentanée » des § 1 et 2, et l'occupation « temporaire » du § 3.

La sphère d'application du § 1 est donc beaucoup plus restreinte que celle du § 3 dont l'utilité est incontestable. En effet dans la plupart des aménagements des chutes d'eau l'entrepreneur se voit dans la nécessité d'occuper soit la surface soit le sous-sol de propriétés privées qui dépassent le périmètre prévu.

C'est l'évacuation des déblais, le percement d'un tunnel provisoire, l'établissement d'un accès, d'une voie ferrée qui doit disparaître à l'achèvement des travaux,

autant de nécessités qui pourront être réalisées par le concessionnaire grâce à la possibilité que lui donne le § 3 de l'art. 4, d'occuper temporairement les propriétés sur lesquelles les servitudes vont pouvoir être établies.

CHAPITRE III

MODE D'EXERCICE DES SERVITUDES DE L'ART. 4

Aux termes de l'art. 4, l'exercice des droits conférés au concessionnaire par le présent article est autorisé par arrêté préfectoral pris après que les propriétaires ont été mis à même de présenter leurs observations.

Le décret du 29 décembre 1926 a réglementé dans ses articles 25 à 28 les conditions de l'enquête qui doit être poursuivie dans chaque mairie préalablement à l'arrêté préfectoral autorisant l'exercice des droits du concessionnaire sur les propriétés voisines. Cette enquête a lieu sur un plan parcellaire comprenant toutes les propriétés sises à l'intérieur du périmètre de la concession et atteintes par les servitudes de l'art. 4, et est accompagnée de tous renseignements utiles, concernant la nature et l'étendue des sujétions qui en résultent.

Ce plan est déposé et doit rester pendant 8 jours à la mairie de la commune où sont situées les propriétés.

Les intéressés sont avertis de l'enquête par voie d'affiche à la mairie, et par voie administrative sous forme de notification directe des travaux projetés.

A l'expiration du délai de huitaine, un commissaire enquêteur nommé par le préfet reçoit les observations, signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet le dossier au maire, qui le transmet sans délai à l'ingénieur en chef. Ce dernier le renvoie au concessionnaire qui peut, avec l'approbation du ministre des Travaux publics, apporter des modifications au projet.

Dans le cas où ces modifications frapperaient de servitudes de nouvelles propriétés ou aggraveraient celles qui étaient antérieurement prévues, une nouvelle notification serait faite aux propriétaires intéressés qui auraient huit jours pour présenter leurs observations.

Le projet est enfin adressé au préfet qui prend un arrêté désignant d'une façon détaillée les parcelles à occuper et autorisant, au profit du concessionnaire, l'exercice des droits conférés par l'art. 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Par quels moyens les propriétaires peuvent-ils se protéger contre les irrégularités résultant de l'arrêté du préfet ?

— Quelles peuvent être ces irrégularités contenues dans l'arrêté du Préfet désignant les parcelles à occuper ?

Tout d'abord le Préfet peut comprendre dans son arrêté des propriétés qui, aux termes de la loi du 16 octobre 1919, sont exemptes de la servitude d'occupation. Tel sera le cas, par exemple, pour les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations. Le propriétaire pourra alors s'adresser au Conseil d'Etat pour faire annuler cet arrêté au moyen du recours pour excès de pouvoir.

De même, le propriétaire de la parcelle riveraine d'un cours d'eau pourrait obtenir l'annulation de l'arrêté du Préfet par un recours au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir, si l'arrêté considérait comme *berges* et de ce fait soumise à la servitude de submersion du § 2 de la loi de 1919, une parcelle de terre qui, en droit, ne doit pas être confondue avec la berge ¹.

Enfin si le propriétaire relève dans l'arrêté pris par le Préfet un vice de forme, par exemple si l'enquête n'a pas été faite, il aura également la possibilité de faire annuler cet arrêté par la Conseil d'Etat.

L'annulation de l'arrêté préfectoral par un recours pour excès de pouvoir est le moyen le plus direct à la portée du propriétaire pour se protéger contre les irrégularités de l'arrêté du préfet. Il en existe un autre plus complexe et surtout plus discuté.

Supposons que le Tribunal civil, compétent aux termes de l'art. 4 pour connaître des contestations soulevées sur ce point, soit saisi d'un litige survenu entre l'Administration et le propriétaire notamment sur la question de l'indemnité. Celui-ci parmi les moyens qu'il invoque allègue la nullité de l'arrêté préfectoral ; le Tribunal civil pourra-t-il connaître de la validité de l'arrêté préfectoral autorisant l'occupation ou la submersion ? Devra-t-il au contraire, faisant jouer le principe de la séparation des pouvoirs, se déclarer incompétent à l'effet de connaître de la validité de l'acte administratif contesté et surseoir à statuer au fond en renvoyant la

1. Sur le sens précis à donner au mot « berge », cf. *infra*, p. 51.

question à l'examen de la juridiction administrative ? La Cour de cassation par un arrêt du 2 mars 1931 répond par l'affirmative, alors que le Tribunal des conflits, par une décision du 18 décembre 1933 déclare au contraire l'incompétence du Tribunal civil.

Que dit la Cour de cassation ? :

« Attendu que le Tribunal s'est déclaré incompétent
 « pour statuer sur cette question (une parcelle était-
 « elle ou non exempte de la servitude de submersion
 « comme étant, aux termes de l'art. 4, attenante à
 « l'habitation ?) un arrêté préfectoral ayant frappé de
 « la servitude de submersion toutes les parcelles des
 « demandeurs, mais que l'existence de cet acte adminis-
 « tratif n'obligeait pas l'autorité judiciaire, chargée de
 « veiller au respect de la propriété privée, à se dessaisir
 « de tout droit d'examen, et qu'il appartenait au Tri-
 « bunal civil compétent pour régler toutes contestations
 « soulevées par l'application de l'art. 4 de la loi du 16 oc-
 « tobre 1919 de trancher souverainement la question
 « de fait invoquée par les demandeurs, à titre d'exemp-
 « tion de toute servitude ».

L'attendu de la Cour de cassation est très net : le Tribunal civil ne doit pas se dessaisir lorsque le propriétaire excipe de l'irrégularité de l'arrêté du Préfet qui aurait compris dans les propriétés soumises à la servitude de l'art. 4 des parcelles qui, aux termes de ce même article, [auraient du en être exemptes. La Cour de cassation fait valoir deux motifs à l'appui de sa thèse : le Tribunal civil est chargé de veiller au respect de la propriété privée et il est compétent de par la loi de 1919

pour régler toutes contestations soulevées par l'application de l'art. 4 de la dite loi.

M. L'Huillier¹, à l'occasion d'une discussion sur le sens à donner au mot « berge », sens fixé par un arrêt de la Cour de cassation du 29 juillet 1932, combat l'opinion de la Cour suprême sur la question de compétence. L'arrêt rendu par la Chambre civile, d'après M. L'Huillier, est en opposition avec le principe fondamental de notre droit public : le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires. En l'espèce, la Chambre civile serait sortie des limites de sa compétence puisqu'elle aurait, faisant une subtile mais spécieuse distinction entre les questions de fait et de droit, purement et simplement apprécié la validité d'un arrêté préfectoral.

M. L'Huillier essaie de faire ressortir l'importance pratique de cette constatation : le Conseil d'Etat, étant moins lié par la lettre des textes que ne l'est la Cour de cassation, aurait vraisemblablement rendu, s'il avait été appelé à se prononcer, une décision plus favorable au concessionnaire et par conséquent au public. En effet, le concessionnaire, obligé, depuis l'arrêt de la Cour de cassation, d'exproprier des terrains qu'il aurait pu occuper au moyen des servitudes de l'art. 4 si le Conseil d'Etat avait eu à se prononcer, devra verser aux propriétaires des indemnités fixées par le jury d'expropriation et plus élevées que n'auraient été celles fixées par le Tribunal civil pour les servitudes d'occupation. Par conséquent le

1. L'Huillier, Compétence administrative et compétence judiciaire, « A propos de l'arrêt des *Berges* », *Revue générale de l'Electricité* du 8 avril 1933, p. 469.

prix de revient des travaux d'aménagement des forces hydrauliques se trouvant augmenté, seront augmentés également et par là même les tarifs de vente de l'énergie.

Nous pensons que M. L'Huillier exagère quelque peu les effets pratiques de cette constatation d'incompétence. Que le concessionnaire paie plus cher les indemnités fixées par le Tribunal civil, c'est possible, mais que cette différence de prix, qui n'est en somme que peu de chose à côté des frais considérables d'installation et d'aménagement de la chute, se répercute sur le tarif de de l'énergie, nous ne le croyons pas.

Mais, par contre, si l'on se place sur le terrain du droit, nous pensons avec M. L'Huillier, que la Cour de cassation a méconnu la portée du principe de séparation des autorités administratives et judiciaires. On nous objectera que la loi de 1919 a pourtant donné compétence au Tribunal civil pour régler les contestations soulevées par l'application de l'art. 4. Mais la loi peut-elle être présumée avoir enfreint un principe tel que celui de la séparation des pouvoirs¹ ?

Cette solution vient d'être formellement adoptée par le Tribunal des conflits qui admet l'incompétence du Tribunal civil dans le cas où le propriétaire invoque la nullité de l'arrêté préfectoral. Le Tribunal des conflits, par une décision toute récente du 18 décembre 1933²

1. Confl. 26 juillet 1873, Pelletier, R. 1^{er} suppl., p. 118.

2. Tribunal des conflits, 18 décembre 1933, Société des forces motrices d'Arrens, contre Consorts Pahy, cf. *infra*, p. 79 note 1. Voir sur cette décision les expresses réserves formulées par M. Pépy dans sa communication au Comité du Contentieux de la Chambre Syndicale des forces hydrauliques (*Bulletin des forces hydrauliques* de février 1934).

Voir également sur cette question A. Mestre, Séparation des pouvoirs et chute d'eau, dans le *Génie civil* du 17 février 1934, p. 155.

déclare que le Tribunal civil ne pourrait statuer sans qu'eût été jugée au préalable par la jurisprudence administrative la question préjudicielle, en l'espèce celle de savoir si la parcelle soumise à la servitude d'occupation par l'arrêté préfectoral n'était pas exempte de cette servitude par l'art. 4 de la loi du 16 octobre 1919.

La voie de fait. — Il peut arriver que des conventions amiables interviennent entre le concessionnaire et les propriétaires ; conventions ayant pour but de régler les modalités de l'occupation et les indemnités qui seraient dues aux propriétaires du fait même de cette occupation.

Ces conventions sont parfaitement valables et ont, par suite, force de loi.

Qu'arriverait-il si le concessionnaire s'installait sur le fond d'autrui sans que les formalités administratives soient remplies, c'est-à-dire sans qu'un arrêté préfectoral préalable eût été pris et sans qu'aucune convention entre le concessionnaire et les propriétaires eût été conclue ?

La question n'a pas seulement un intérêt purement théorique. Ce cas s'est produit assez fréquemment. Il y a là une faute grave du concessionnaire qui commet une agression brutale contre la propriété. C'est une voie de fait¹. La voie de fait faute de droit est celle qui consiste de la part d'un individu, à agir sans droit. La voie de fait faute de procédure suppose que l'auteur de la voie de fait, qui n'aurait eu le droit d'agir qu'après avoir

1. Blaevet, *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics*, p. 180.

rempli certaines formalités, a agi sans se soucier de ces formalités.

En l'espèce nous sommes en présence d'une voie de fait faute de procédure : le concessionnaire aurait bien eu le droit d'occuper les propriétés d'autrui, mais il aurait dû préalablement être muni de l'arrêté préfectoral nécessaire.

Quelles vont être les conséquences de cette voie de fait ?

Elles peuvent être de deux sortes : les unes d'ordre pénal, les autres d'ordre civil. Nous laisserons de côté les premières et nous nous contenterons de signaler que le concessionnaire qui se rend coupable de cette agression contre la propriété tombe sous le coup de l'art. 1382 du Code civil. En effet, la faute, le dommage et la relation de cause à effet entre la faute et le dommage, éléments de mise en œuvre de cet article, sont ici réunis. Le concessionnaire sera obligé de réparer et sera en outre condamné aux dommages et intérêts ordinaires.

L'art. 1382 sera d'autant plus facilement appliqué que les tribunaux compétents seront des tribunaux civils. Cette compétence s'explique par le fait que le concessionnaire qui a commis cette faute grave a perdu toute qualité administrative. Il est redevenu un simple particulier, justiciable par suite des tribunaux ordinaires.

Nous allons étudier dans une section première sur quels terrains portent les droits de l'art. IV ; dans la section 2 quels sont les ouvrages qui bénéficient de la servitude de cet article nous verrons ensuite — section 3 : la durée de l'occupation ; enfin, section 4 : l'indemnité due au propriétaire.

Section I

Sur quels terrains portent les droits de l'art. IV

Il faut distinguer, pour étudier sur quels terrains portent les droits de l'art. IV, les terrains grevés par les servitudes ordinaires (servitudes d'occupations définitives et momentanées des § 1 et 2) et ceux grevés par la servitude d'occupation temporaire du § 3.

Pour ces derniers il n'y a aucune difficulté, l'art. IV prévoit que « tous » terrains peuvent être grevés de la servitude d'occupation temporaire, mais à la condition qu'il s'agisse d'une usine de plus de 10.000 kws. Les cours et jardins attenants aux habitations en sont cependant exemptés.

Par contre les servitudes d'occupation définitive ou momentanée ne peuvent s'exercer que sur les « propriétés privées » comprises à « l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession » et sur « les berges submergées par le relèvement du plan d'eau ».

§ 1

Les propriétés situées à l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession

En principe, pour qu'une servitude d'occupation définitive ou momentanée puisse grever une propriété, il faut que cette dernière soit comprise dans le périmètre défini par l'acte de concession.

C'est le décret de concession qui fixera cette limite. Le Comité Consultatif a jugé, à juste titre, que le soin de fixer l'étendue de terrain sur laquelle des charges exceptionnelles sont susceptibles d'être imposées devait revenir à la puissance publique.

Il arrive parfois que l'indication de ce périmètre, au lieu d'être faite par décret, le soit par une convention. C'est là une solution défectueuse, car la convention conclue entre l'Administration et le concessionnaire ne doit en aucun cas produire directement des effets à l'égard des tiers.

En général, le décret se contente de renvoyer pour la délimitation de ce périmètre au cahier des charges. Cependant cette délimitation, qui s'y trouve dans certains plus ou moins détaillée, est omise dans d'autres.

Parmi les cahiers des charges qui signalent ce périmètre, notons surtout ceux des concessions accordées dans le Centre et pour lesquelles la loi a été strictement appliquée. C'est alors sous l'art. 3 du Cahier que se trouve la délimitation du périmètre. Les formules employées ne sont pas identiques. « Ledit périmètre sera limité par un plan horizontal passant à 2 m. 5 au-dessus du niveau normal de la retenue »¹ ou encore : « ledit périmètre sera défini par un plan passant à 2 mètres au-dessus du niveau normal de la retenue et par deux parallèles au tracé de l'axe du canal de dérivation et situées à 2 kilomètres de part et d'autre de ce canal »².

1. Cette formule se retrouve dans les cahiers d'Eguzon, de Dognon, Isle-Jourdain, Plèches, Moulin de Beaufort, Saint-Léger de Malzieu.

2. Cette formule se retrouve avec modification des chiffres, bien entendu, dans les cahiers de La Cère, de Brommat, La Virolle, Taurion, Vienne Supérieure. Cf. Garnier, *Le Cahier des Charges des Concessions de Chute d'eau*, p. 53.

La plupart des auteurs sont d'accord et nous pensons comme eux, pour trouver cette délimitation parfaitement inutile. Il est certain, et c'est là une erreur commise, que le législateur a voulu reprendre ici une disposition de la loi sur les concessions minières. Mais si la loi du 21 avril 1810, dans ses art. 29 et 43 § 1, a très judicieusement prévu la délimitation d'un périmètre pour l'exploitation d'une mine, la loi du 16 octobre 1919, dont nous étudions ici l'art. 4, n'avait aucune raison sérieuse de reprendre, pour la matière qui nous intéresse, une disposition indispensable en législation minière. En effet, on conçoit aisément l'utilité d'une détermination précise de ce périmètre dans la concession de mine, puisque c'est lui qui délimitera la surface en-dessous de laquelle le concessionnaire pourra extraire le minerai et au-dessus de laquelle il pourra installer tout ouvrage nécessaire à son exploitation. En matière de chute d'eau on imagine difficilement ce périmètre, car la concession ne porte plus sur une surface mais bien sur une longueur. Et ce n'est pas ici de périmètre dont il faudrait parler, mais de limites amont et aval. D'ailleurs, dans la plupart des cas, la pratique administrative, abandonnant de plus en plus la délimitation du périmètre dont parle la loi, fixe la « limite amont du remous et de débouché du canal de fuite ». Et ceci malgré les vœux émis par le Comité consultatif des Forces Hydrauliques, tendant à ce que cette omission de la délimitation du périmètre dans les cahiers des charges ne soit plus commise à l'avenir ¹.

1. Les travaux et la Jurisprudence du Comité consultatif des Forces Hydrauliques, p. 22, n° 25 : « Le Comité a fait observer que l'art. IV,

§ II

Les propriétés privées

En principe, toutes les propriétés privées sont susceptibles d'être grevées des servitudes de l'art. IV, même celles figurant dans le domaine privé des personnes administratives. Seul le domaine public y échappe. Celui-ci étant inaliénable, il ne peut être constitué sur les biens qui en dépendent de droits réels ; c'est là une application pure et simple du droit commun.

Il arrive cependant fréquemment que le concessionnaire soit obligé pour l'établissement de sa chute d'eau, par exemple pour l'amenée ou la fuite des eaux, d'occuper une partie du domaine public : routes, voies de chemins de fer ; ou encore que, par le relèvement du plan d'eau, une portion de chemin se trouve submergée.

Quelle solution faudra-t-il adopter, puisque la loi du 16 octobre 1919 n'a pas prévu ce cas ? Antérieure-

§ 1 de la loi du 16 octobre 1919 vise un certain périmètre qui doit être défini par l'acte de concession, et à l'intérieur duquel le concessionnaire a le droit d'occuper les propriétés privées nécessaires à l'établissement de certains ouvrages. Il a signalé que l'on omet généralement de définir ce périmètre dans les Cahiers des Charges, et a demandé que cette omission soit évitée dans les concessions à venir » (Affaire n° 371-553, P.V. de la séance n° 5 de la Section Permanente du 27 mai 1926 ; Avis n° 477 et 478, séance n° 9 de la Section Permanente du 27 mai 1926 ; Avis n° 477 et 478, séance n° 9 de la Section Permanente du 28 octobre 1926 ; Avis n° 485 et 487, séance n° 10 de la Section Permanente du 25 novembre 1926).

« Le Comité a fait observer d'autre part que ce périmètre doit être délimité, non seulement en amont et en aval mais encore latéralement ». (Usines d'Étables sur la Bienne, avis n° 508, séance n° 3 de la S.P. du 24 février 1927).

ment à la loi, le concessionnaire était tenu, dans un cas semblable, d'obtenir l'autorisation de l'Administration compétente quelle qu'elle fût ; et ce n'est que muni de cette autorisation qu'il pouvait occuper les portions du domaine public sur lesquelles il devait entreprendre ses travaux. De plus il devait payer une redevance à l'administration qui pouvait, quand bon lui semblait, revenir sur sa décision.

Depuis la loi de 1919, il n'en est pas de même. On a en effet considéré, à juste titre, que par l'octroi de la concession, l'Etat consentait à l'occupation par le concessionnaire des parties de son propre domaine public nécessaires à l'aménagement des ouvrages. L'obtention, autrefois expresse et indispensable, de l'autorisation d'occuper est aujourd'hui donnée tacitement par l'acte de concession.

L'Etat pourra-t-il demander de ce fait des redevances ? L'art. 3 *in fine* du cahier-type déclare que cette occupation sera gratuite en ce qui concerne le domaine fluvial. Elle peut donc *a contrario* donner lieu à une redevance pour les autres dépendances du domaine de l'Etat.

Cette solution se justifie d'elle-même, puisque ces portions du domaine public sur lesquelles l'occupation du concessionnaire est nécessaire pour l'établissement de sa chute sont la propriété de l'Etat, compétent pour accorder la concession. On comprendrait mal que l'Etat puisse, d'une part, accorder cette concession et, d'autre part, refuser au concessionnaire le moyen de l'établir : le droit d'occuper les immeubles dépendant de son domaine.

Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne le domaine public départemental et communal. En effet, le Département et la Commune sont étrangers à l'octroi de la concession. L'Etat pourra-t-il grever des servitudes d'occupation le domaine public, départemental ou communal, comme il le peut pour son domaine propre ?

Le droit d'occuper le domaine départemental ou communal est impliqué par l'art. 12 al. 1 du cahier-type, aux termes duquel : « le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'Administration compétente, les voies de communication interceptées par ses travaux ». Les autorités locales ne peuvent donc s'opposer à l'exécution des travaux. Elles peuvent être forcées de subir les servitudes de l'art. 4. Ceci est très naturel, car elles ont eu connaissance du projet ; c'est la Commune elle-même qui a mené l'enquête. Le Conseil général a été consulté ; et, si elles ont présenté des observations, celles-ci sont devenues inopérantes par le fait que l'Etat, passant outre à ces observations, a, par décret, approuvé la concession dans les conditions où elle était demandée.

Comme l'Etat, elles auront droit à une indemnité due par le concessionnaire.

Le concessionnaire doit donc rétablir lui-même, par application de l'art. 12 du Cahier des Charges-type, les voies de communication interceptées par ces travaux.

Dans le cas où des déviations de ces voies seraient nécessaires, le concessionnaire devra acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à ces déviations. Il est intéressant de remar-

quer qu'alors le concessionnaire devient un véritable entrepreneur de travaux publics pour le compte de l'Etat, du Département, ou de la Commune. Si la concession n'est pas déclarée d'utilité publique, l'industriel pourra demander une déclaration d'utilité publique spéciale à ces travaux de déviation, lui permettant de poursuivre l'expropriation. S'il s'agit d'un chemin vicinal de grande communication, d'intérêt commun ou ordinaire les formes de l'expropriation seront simplifiées conformément à la loi du 21 mai 1836.

§ 3

La submersion des berges

Le § 2 de l'art. IV de la loi de 1919 donne au concessionnaire la possibilité de submerger les berges. Cette servitude, accordée au concessionnaire de chute d'eau, a donné lieu à de graves controverses.

Que faut-il entendre par ce mot *berge* ? Un récent arrêt de la Cour de cassation en date du 28 juillet 1932, vient de fixer la jurisprudence sur ce point ¹.

Voici les circonstances de l'arrêt :

Pour créer une retenue d'eau, la société anonyme l'Energie Electrique Rhône-et-Jura, à qui était concédée la chute de Cize-Bolozon, sur l'Ain, devait submerger des propriétés appartenant aux consorts Durand, les unes riveraines du cours d'eau, les autres éloignées. Sur la demande de la Société et, après enquête, le préfet avait pris un arrêté déclarant l'ensemble de ces parcelles

1. S. 1931.1.164 et D.H. 1932, p. 474.

grevées de la servitude du § 2 de l'art. IV. Un jugement du Tribunal de Bourg, en date du 4 juillet 1930,¹ fixait l'indemnité préalable²; un autre jugement, en date du 24 septembre de la même année, envoyait la Société en possession. Les propriétaires s'étant pourvus en cassation, la Cour suprême cassa les deux jugements et renvoya l'affaire, le 2 mars 1931 devant le Tribunal de Lyon. Le 27 juillet 1931 ce Tribunal jugea dans le même sens que celui de Bourg. La Cour de cassation, sur nouveau pourvoi, par l'arrêt précité du 28 juillet 1932,³ a cassé le jugement du Tribunal de Lyon, en s'appuyant sur le moyen invoqué, aux termes duquel le § 2 de l'art. IV de la loi de 1919 n'accorde au concessionnaire la servitude d'occupation par submersion qu'en ce qui concerne les berges. Les propriétés Durand ne constituant pas des berges ne pouvaient être occupées par l'exercice de la servitude; l'expropriation de ces parcelles était nécessaire. Pour le Tribunal de Bourg comme pour celui de Lyon, elles pouvaient être occupées par le concessionnaire en vertu des servitudes de l'art. 4. Ces tribunaux se fondent sur une certaine notion de la *berge*:

« Attendu que par « berges » expression sur le sens et la portée de laquelle les parties discutent aujourd'hui, il

1. L'ensemble des documents relatifs à cette importante affaire sont reproduits dans le *Bulletin des forces hydrauliques*, février 1932, n° 688 et mai 1933, n° 719. Voir aussi les articles de MM. Renaud, *Revue générale d'Electricité*, 28 janvier 1933 et L'Huillier, même *Revue*, 8 avril 1933.

2. Conformément aux règles qui régissent l'expropriation d'urgence (art. 65 à 74 de la loi du 3 mai 1841 et 4 *in fine* de la loi du 16 octobre 1919)

3. Voir sur cet arrêt les expresses réserves formulées par M. Pépy dans son importante communication au Comité du Contentieux de la Chambre Syndicale des forces hydrauliques (*Bulletin des forces hydrauliques* de mai 1933).

faut entendre des terrains autres que ceux formant l'encaissement du lit d'une rivière ;

« Qu'en effet, si le concessionnaire avait la seule faculté de relever le plan d'eau jusqu'au niveau des bords proprement dits, il n'y aurait pas submersion et qu'on ne comprendrait pourquoi sont exemptés de cette submersion les cours et les jardins ;

« Que le but du législateur a été de favoriser les aménagements hydrauliques, donc qu'il faut interpréter ses termes dans un sens large, et comprendre dans le mot « berge » les terrains en bordure.

La Cour de cassation a rejeté cette conception ; elle a jugé qu'il fallait donner au mot « berges » un sens restrictif bien défini : « Attendu que par *berges* », décide l'arrêt de la Cour, « il faut entendre suivant le sens précis du mot, les parties du lit de la rivière et des talus qui la bordent, ordinairement découvertes par les eaux, mais susceptibles d'être occupées par les crues normales et généralement impropres à la culture »...

Trois conditions sont donc nécessaires, d'après l'arrêt de 1932 pour qu'il y ait « berge » aux termes du § 2 de l'art. IV. Il faut :

1° Que les terrains que le concessionnaire a l'intention de grever de la servitude de submersion fassent partie du lit ou des talus de la rivière. Un arrêt de la Cour de cassation du 8 décembre 1863¹ comporte une autre conception du lit de la rivière : « Attendu, en droit, que le lit des rivières comprend tous les terrains qu'atteignent

1. S. 1864.1.29.

et couvrent, dans les habitudes de leurs cours et sans débordement, les eaux parvenues à leur plus haut degré d'élévation. ». C'est le *plenissimum flumen* romain.

Si l'on compare les termes de cet arrêt à ceux de l'arrêt de la Cour de cassation de 1932, on distingue une différence appréciable.

D'après l'arrêt de 1863, la partie de terre ordinairement découverte par les eaux mais susceptible d'être submergée par les crues normales constitue le lit de la rivière. . Dans cette conception, on peut définir le lit l'ensemble des terrains recouverts par le *plenissimum flumen*. Pour l'arrêt de 1932, le lit forme seulement une partie de ces éléments, l'autre étant constituée par les talus qui bordent la rivière.

Nous pensons qu'il est difficile d'admettre avec l'arrêt de 1932 que le lit de la rivière ne comprenne pas la totalité de la parcelle submergée par les crues normales et regrettons que la Cour suprême ait cru devoir, pour délimiter la berge d'une façon précise, ajouter à la partie du lit de la rivière une partie des talus qui la bordent ;

2° La seconde condition est que ces parcelles de terre soient ordinairement découvertes par les eaux mais susceptibles d'être occupées par les crues normales ;

3° Il faut généralement qu'elles soient impropres à la culture.

Le concessionnaire ne peut donc bénéficier de la servitude de submersion que dans la limite du *plenissimum flumen* ; au-delà de cette limite l'expropriation est nécessaire.

Dans un article publié par la *Revue Générale de l'Elec-*

tricité, M. Renaud¹ examine les diverses modalités d'application de l'arrêt de 1932.

Il envisage quatre cas :

1^o La propriété envisagée est constituée par une parcelle non riveraine du cours d'eau.

Dans ce cas il n'y a aucune difficulté : d'après l'arrêt de cassation, le concessionnaire, pour submerger ce terrain devra l'exproprier conformément à la loi du 3 mai 1841 et en application de l'art. V de la loi de 1919, d'après lequel l'expropriation sera nécessaire dans les cas autres que ceux prévus à l'art. IV ; ce qui est bien notre hypothèse puisque ces parcelles ne peuvent être considérées comme des *berges*.

2^o La propriété à submerger est riveraine du cours d'eau.

En ce qui concerne la partie de la propriété qui est située au-delà du *plenissimum flumen*, il n'y a pas de difficulté ; l'expropriation en est nécessaire puisqu'il ne s'agit pas des *berges* au sens que l'arrêt de 1932 donne à ce mot.

Quant à la berge, on sait que depuis la loi du 8 avril 1898 le riverain d'un cours d'eau a la propriété de la moitié du lit de la rivière. Il est donc propriétaire des berges puisque celles-ci font partie du lit. Mais quelle est la nature juridique de cette propriété ? Doit-on considérer le lit de la rivière comme propriété du riverain à titre d'accessoire de la propriété de la parcelle riveraine ou, au contraire, à un titre indépendant. Cette distinction

1. *Revue générale d'électricité*, du 28.1.33, p. 127.

a un grand intérêt pratique, car, si l'on admet que le riverain a sur la berge une propriété indépendante de celle de la parcelle, le concessionnaire devra, pour submerger cette propriété, non seulement exproprier la parcelle, mais, de plus, grever les berges de la servitude d'occupation par submersion. Alors qu'au contraire, si les berges ne forment qu'un accessoire de la propriété de la parcelle, le concessionnaire, en expropriant cette parcelle, deviendrait automatiquement propriétaire des berges. Autrement dit, le riverain perdrait la propriété du lit de la rivière comme conséquence de la perte de la propriété de la parcelle.

Nous pensons, avec M. Renaud¹, que cette dernière solution est celle qui doit être appliquée. D'ailleurs, la jurisprudence s'est prononcée dans ce sens. Un arrêt de la Cour de cassation du 11 décembre 1901² s'appuyant sur ce que la délimitation du lit de la rivière est incertaine du fait qu'il est soumis à des modifications naturelles constantes, déclare que la propriété du cours d'eau n'est pas susceptible de bornage. Ce qui nous amène à dire que la propriété du lit ne peut être fixée qu'en fonction de la propriété riveraine. Plus net encore est un arrêt de la Cour d'Appel de Pau du 27 janvier 1931³ qui dit que : « la moitié du lit du Gave fait partie de la vente comme dépendance des parcelles vendues ».

La propriété du lit étant l'accessoire de la propriété de la parcelle riveraine, le concessionnaire, en expro-

1. *Op. cit.*

2. S. 1903.1.461.

3. Cité par Renaud, *op. cit.*

priant cette dernière, deviendra de ce fait propriétaire du lit de la rivière. Il ne lui sera donc pas nécessaire de faire jouer ici la servitude du § 2 de l'art. IV. Il pourra et devra exproprier.

3° La partie submergée de la propriété riveraine du cours d'eau n'est constituée que par les berges et les berges sont submergées sur toute la longueur de la parcelle. Dans ce cas c'est la servitude du § 2 qui s'appliquera. Le concessionnaire devra obtenir un arrêté déclaratif de cette servitude. L'art. 26 du décret du 29 décembre 1926 décide que cet arrêté doit indiquer la contenance et la nature des parcelles grevées de la servitude. Comme le remarque très justement M. Renaud, il y a là contradiction entre cet article et l'arrêt de la Cour de cassation. En effet, il est quasi impossible d'évaluer la contenance des parcelles submergées puisque le niveau de la rivière est soumis à des variations constantes. D'autre part, sur la nature même de la berge, l'arrêt de la Cour est particulièrement imprécis ; les berges sont, dit-il « des parties *généralement* impropres à la culture ».

4° Une parcelle riveraine est touchée par la remontée du plan d'eau seulement sur une fraction du bord.

L'expropriation nécessaire pour la partie de la propriété submergée entraînera *ipso facto* l'expropriation de la berge correspondante. Quant à l'autre partie de la berge, elle devra nécessairement être grevée de la servitude du § 2.

Cependant le jury d'expropriation, aux termes du § 3 de l'art. IV, sera compétent pour fixer l'indemnité

d'expropriation et celle de la servitude de submersion. L'enquête pour la servitude se fera en même temps que celle pour expropriation et dans les mêmes formes (art. 27 du décret du 29 décembre 1926).

La jurisprudence est donc fixée depuis l'arrêt du 28 juillet 1932 sur le sens juridique à donner au mot « berge ». Les seules questions qui pourront, dorénavant, se poser dans chaque cas d'espèce, seront des questions de fait relatives à la détermination de ces berges.

Il y a lieu d'ajouter que l'interprétation restrictive donnée au mot *berge* par la Cour de cassation est de nature à rendre l'expropriation fréquemment nécessaire et par suite à compliquer l'application de la loi de 1919 et à entraver l'action des concessionnaires.

A. *Exceptions communes aux deux sortes d'occupation*

Si le concessionnaire, en vertu de la servitude d'occupation ordinaire des § 1 et 2, peut occuper les terrains compris dans l'intérieur du périmètre, s'il peut occuper temporairement tous terrains, en application du § 3, il lui est cependant interdit de grever de servitudes, aux termes mêmes de la loi de 1919, « les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations ».

D'après la loi du 29 novembre 1892 sur l'occupation temporaire : « Aucune occupation temporaire de terrains ne peut être autorisée à l'intérieur des propriétés attenantes aux habitations closes par des murs ou par des clôtures équivalentes suivant les usages du pays ».

La loi de 1892 n'exempte que les terrains qui, attenant aux habitations, sont clos de murs ou de clôtures équivalentes ; ceux qui ne comporteraient pas ces clôtures seraient donc soumis à la servitude ; d'après la loi de 1919 par contre, il suffit qu'ils soient attenant aux habitations pour n'avoir plus à supporter l'emprise du concessionnaire.

De son côté, la loi de 1845 exempté de l'occupation les maisons, cours, jardins, parcs et enclos. Seuls les maisons cours et jardins sont visés dans la loi de 1919.

Quelle solution le juge devra-t-il donner à un litige né sur le point de savoir si tel terrain doit ou non être exempté de la servitude ? Supposons par exemple qu'un concessionnaire de chute d'eau, en application de la loi de 1919 qui renvoie à celle de 1892, veuille occuper un terrain non clos de murs, mais attenant à une habitation. Le propriétaire pourra-t-il faire valoir que son terrain est attenant à son habitation, que ce fait seul suffit aux termes mêmes de la loi de 1919, à l'exempter de la servitude et que par conséquent le concessionnaire n'a aucun droit sur lui ? Nous le pensons. C'est la loi spéciale qui doit être appliquée. Le législateur de 1919, conscient de la gêne considérable que peut occasionner à la propriété privée la servitude d'occupation en matière de chute d'eau, et par sollicitude pour les propriétaires, a eu le souci d'exempter autant que possible ces propriétés de la servitude en question et de les ménager. Il est donc naturel qu'en cas de litige entre le concessionnaire de chute d'eau et le propriétaire, ce soit la loi spéciale de 1919 qui soit appliquée, et que par conséquent les ter-

rains attenants aux habitations, même s'ils ne sont pas clos de murs ou de clôtures équivalentes, soient exemptés de la servitude.

*B. A quel moment la nature des terrains
doit-elle être appréciée ?*

Supposons que le préfet ait pris un arrêté déclaratif de servitude frappant une parcelle qui, par hypothèse, ne se trouve pas close de murs ni attenante à une habitation.

Le propriétaire pourra-t-il échapper à cette servitude en élevant, tout autour de sa parcelle, et postérieurement à cet arrêté, un mur qui la ferait bénéficier de l'exception que nous venons d'étudier ?

Il faut répondre négativement. Le propriétaire n'échappera à la servitude d'occupation que pour l'avenir. La nature des terrains doit être appréciée au moment où le préfet prend l'arrêté déclaratif de servitude.

Il serait en effet trop facile pour le propriétaire d'exonérer son terrain de la servitude de l'Art. IV, si le fait pour lui d'élever tout autour de sa parcelle un mur ou une clôture équivalente, après l'arrêté du préfet, l'en exemptait.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé dans ce sens, en matière de travaux publics ordinaires, notamment dans deux arrêts : l'arrêt *Maussabré* du 12 février 1915 et l'arrêt *Outhenin-Chalandre* du 26 décembre 1917 dont voici les principales dispositions :

« Considérant que pour apprécier si des terrains sont

soumis à la servitude d'occupation temporaire, il y a lieu de tenir compte exclusivement de la situation desdits terrains au moment où a été pris l'arrêté en autorisant l'occupation ; que les travaux à exécuter postérieurement par le propriétaire ne peuvent avoir pour effet de soustraire à l'exercice de la servitude, pendant la durée de l'occupation régulièrement autorisée, les parcelles qui, à la date de l'arrêté d'occupation n'étaient pas exemptes de cette servitude... ».

« Considérant... qu'aux dates où sont intervenus les arrêts du préfet, les terrains à occuper.... n'étaient attenants à aucune habitation et que c'est seulement plus tard que la construction que le requérant y a entreprise a été terminée ; que dès lors, sans qu'il soit besoin de rechercher si ladite construction présente le caractère d'une habitation au sens de l'art. 2 de la loi du 29 décembre 1892, le sieur Outhenin-Chalandre n'est pas fondé à se prévaloir de son existence actuelle pour soutenir que les autorisations d'occupation accordées antérieurement ont été délivrées en violation des dispositions de l'article de la loi précitée... »¹.

Il n'y a donc aucun doute à avoir sur ce point : aux termes de la jurisprudence du Conseil d'Etat, la nature des terrains sur lesquels portent ou doivent porter les servitudes d'occupation doit être appréciée au plus tard au moment où le préfet prend l'arrêté déclaratif de servitude.

1. C.E., 12 février 1915, de Maussabré, *Rec.*, p. 25. — 26 décembre 1917, Outhenin-Chalandre, *Rec.*, p. 869. — Voir aussi : 5 novembre 1828, Pasquier, *Rec.*, p. 779. — 18 mars 1869, Delom, *Rec.*, p. 277.

Section II

Au profit de quels ouvrages pourra jouer la servitude d'occupation de l'art. 4.

Nous envisagerons d'abord les ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation permanente ou momentanée ; ensuite ceux qui jouiront de la servitude d'occupation temporaire.

A. Ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation permanente ou momentanée

Cette occupation pourra jouer, d'après les termes même du § 1 de l'art. IV, en vue de « l'établissement des ouvrages de retenue et de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite, lorsque les canaux sont souterrains ou, s'ils sont à ciel ouvert, en se conformant à la loi du 29 avril 1845 ».

A la lecture de cet article on s'aperçoit que le législateur a, d'une part, tenu à donner des précisions sur les ouvrages qui devaient bénéficier de cette servitude, ce qui laisse donc entendre que certains d'entre eux en sont exclus, et que d'autre part, l'application de cette servitude est différente selon que les canaux d'amenée ou de fuite sont souterrains ou à ciel ouvert.

Qu'entend-on par « ouvrages de retenue ou de prise d'eau » et « canaux d'adduction ou de fuite » ?

Partant de l'amont, le premier ouvrage rencontré

est celui de la prise d'eau. L'eau est détournée de sa voie normale et dirigée vers l'usine. Le barrage constitue l'ouvrage de retenue. Maintenues par le barrage et détournées par les installations de prise d'eau, les eaux vont emprunter les canaux d'amenée, traverser la chambre d'eau, se heurter aux turbines et enfin, par le canal de fuite, retrouver leur lit momentanément abandonné.

Suivons ce parcours en signalant, parmi les emprises qui nécessiteront ces divers aménagements, ceux qui bénéficieront des servitudes de l'art. IV.

C'est d'abord le barrage qui jouira d'une servitude définitive. Installé à demeure pendant tout le temps que doit durer la concession, il constitue par lui-même une des atteintes les plus graves que puisse supporter la propriété privée. Le relèvement du plan d'eau provoqué par ce barrage, quelle que soit son importance, entraînera la submersion de terrains que le concessionnaire occupera grâce à la servitude de l'art. IV¹.

Cette servitude de barrage n'a pas été inventée par la loi de 1919. Il existait une servitude analogue pour l'irrigation des terres. En effet, l'art. 1^{er} de la loi du 11 juillet 1847 déclare : « Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à la prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité... »

Il en est d'ailleurs de même en ce qui concerne la

1. Voir *supra*, p. 44.

servitude d'aqueduc à laquelle va donner lieu l'établissement des canaux d'amenée ou de fuite. La loi du 29 avril 1845 à laquelle renvoie la loi de 1919, permet aux propriétaires d'obtenir, toujours à charge d'une juste et préalable indemnité, le passage des eaux sur les terrains intermédiaires. En somme, notre loi n'a fait que transporter dans le domaine industriel ce qui était déjà couramment appliqué dans le domaine agricole.

Cependant l'art. IV fait une distinction entre les canaux à ciel ouvert et les canaux souterrains : « Si les canaux sont à ciel ouvert, l'occupation se fera en se conformant à la loi du 29 avril 1845 ». La portée de cette distinction est la suivante : Si le canal à ciel ouvert doit avoir une large section à raison de l'importance des eaux qui vont alimenter l'usine, et si cette section constitue une gêne trop considérable aux propriétaires du sol, le Tribunal interdira au concessionnaire de creuser un canal à ciel ouvert et l'obligera à creuser un canal souterrain.

Seuls les canaux souterrains avaient été autorisés par la Commission extra-parlementaire, mais la commission chargée de rédiger le texte définitif a fait très justement valoir que, dans certains cas, l'obligation pour le concessionnaire d'établir les canaux dans le tréfonds serait une charge à la fois très dure et sans aucune utilité. Si, par exemple, les terrains traversés sont incultes, il serait injuste et inutile de forcer l'industriel à aménager des canaux souterrains.

Dans le cas où le concessionnaire est autorisé à établir des canaux à ciel ouvert, comment la largeur maxima

de ces canaux sera-t-elle fixée ? L'importance de l'usine et la qualité des terrains traversés étant connues la section de ces canaux peut-elle être automatiquement déterminée ? Laissons parler à ce sujet un des membres de la délégation¹ : « La difficulté est de définir jusqu'à quelle largeur leur établissement pouvait être autorisé comme simple servitude et sans recourir à l'expropriation ; nous avons pensé que la solution la plus logique était de les assimiler aux canaux d'irrigation régis par la loi de 1845, laquelle ne définit pas la largeur. Les recherches faites par M. Petit en ce qui concerne l'application de la loi de 1845 nous ont conduit à constater qu'il n'y a pas en somme de limite exactement déterminée par la jurisprudence ; le juge apprécie d'après la nature du terrain ».

Les tribunaux sont donc chargés de statuer sur les contestations auxquelles donne lieu la dimension des canaux. Ils le seront également lorsque des difficultés naîtront sur la fixation du parcours de la conduite d'eau, sur sa forme. « Le juge devra concilier à la fois l'intérêt de l'opération et le respect dû à la propriété, déclare la loi de 1845. C'est là une tâche délicate que de trouver une commune mesure entre l'intérêt agricole et l'intérêt industriel ; le juge, en effet, ne peut plus appliquer ici le principe établi dans le cas de l'irrigation, principe qui consiste à autoriser le percement du canal dans la mesure où la valeur des terrains enlevés à la culture n'est pas

1. Observations présentées à la Commission extra-parlementaire chargée de préparer un avant-projet de loi dans la Revue *La Houille blanche*, 1917-1918.

supérieure à la plus-value estimée pour les terres à irriguer.

En somme, l'art. IV prévoit la possibilité d'user de la servitude d'occupation pour la plupart des ouvrages hydrauliques nécessaires à l'équipement de la chute, exception faite de l'usine elle-même. Toutefois le concessionnaire ne pourra bénéficier de cette servitude que pour l'établissement des ouvrages définis par le Cahier des Charges et *régulièrement* approuvés par l'Administration. Par conséquent si les travaux présenteraient un caractère irrégulier ou ne figurant pas au Cahier des Charges, les propriétaires seraient autorisés à s'opposer à leur exécution sur leurs fonds.

En cas de discussion, l'art. 4 a prévu la compétence des tribunaux civils : « Les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'application du présent article, ainsi que les contestations qu'il souleva, seront réglées par la juridiction civile ».

Il faut cependant excepter de la compétence des tribunaux civils les litiges relatifs à l'appréciation de validité de l'arrêté préfectoral. Ceux-ci devront être portés devant la juridiction administrative.

B. Ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation temporaire.

L'occupation temporaire ne pourra jouer, aux termes du § 3 de l'art. IV qu'au profit des concessions de chute d'eau dont la puissance est au moins égale à 10.000 kilowatts.

Voici ce que pense à ce sujet M. Paul Bougault¹ :
« Par quelle aberration, sur un amendement que son
« auteur doit certainement regretter, les chutes d'eau
« n'ont-elles été déclarées bénéficiaires de ce régime que
« si elles atteignent une puissance de 10.000 kilowatts ?
« Il faut renoncer à le comprendre ».

L'auteur de cet amendement est M. Margaine².

Il est certain qu'on ne comprend plus très bien, surtout depuis l'arrêt Sigalas³, la raison même de cette limitation.

En effet, dans cet arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1928, le caractère de travaux publics est reconnu aux travaux de concessionnaires de chutes d'eau, quelle que soit l'importance de la chute⁴. Or, en matière de travaux publics, la loi de 1892 à laquelle renvoie le § 3 de l'art. IV, donne aux concessionnaires le droit « d'occuper temporairement un terrain soit pour en extraire ou ramasser les matériaux, soit pour y fouiller ou y faire des dépôts de terre, soit pour tout autre objet relatif à l'exécution de *projets de travaux publics*... ». Par conséquent, la servitude d'occupation temporaire devrait être acquise *ipso facto* au concessionnaire, puisqu'il s'agit toujours de travaux publics, sans que puisse

1. *Bulletin de la Chambre syndicale des Forces hydrauliques*, communication du Comité du contentieux, n° 482, mars 1925, p. 48.

2. *J.O., Ch. Dép., Déb. parl.*, 6 juin 1919, p. 2554.

3. *C.E.*, 22 juin 1928, S. 1928.3.113 et la note de M. Hauriou ; *D.* 1928.3.49 et la note de M. Pépy.

4. Dans le sens des travaux privés, L'Huillier, *Revue générale d'électricité*, 1928, p. 842. Dans le sens des travaux publics, Blaevoet : De la nature des concessions d'entreprises hydrauliques, *Revue des concessions*, 1927. A. Mestre, note S. 1924.1.241 ; *D. Recueil hebdomadaire*, 1928, n° 29. Pour une opinion mixte, Pepy, note au *D.P.*, 1926-3-65.

intervenir la puissance de la chute. Le législateur en a disposé autrement.

Une autre question plus délicate se pose à ce sujet : à côté du concessionnaire ordinaire, il y a le concessionnaire privilégié ; celui qui a obtenu par décret en Conseil d'Etat la déclaration d'utilité publique de ses travaux. Le législateur de 1919, a prévu le cas où la concession serait déclarée d'utilité publique dans l'art. V de la loi de 1919 ; il a donné à ce concessionnaire un privilège exceptionnel : celui de l'expropriation. Le concessionnaire dont la chute est déclarée d'utilité publique peut exproprier, mais ce privilégié ne peut-il pas, même si la puissance de son usine est inférieure à 10.000 kilowatts, bénéficier de l'occupation temporaire ?

Les textes sont muets.

On pourrait soutenir que les concessions dont l'importance est inférieure à 10.000 kilowatts ne bénéficient pas de l'occupation temporaire, même si elles sont déclarées d'utilité publique.

Les arguments qui peuvent être invoqués pour refuser l'occupation temporaire à ces concessions, sont les suivantes :

a) Tout d'abord, l'occupation temporaire étant une servitude extrêmement gênante pour les propriétaires, il est normal que le législateur, soucieux de préserver la propriété privée, n'en n'ait pas facilité et élargi le bénéfice. C'est donc sciemment qu'il a omis de prévoir dans le § 3 le cas du concessionnaire dont la chute d'eau est déclarée d'utilité publique. Il lui refuse ainsi le

bénéfice de l'occupation temporaire qui est spécialement réservé aux concessions de plus de 10.000 kilowatts, quelle que soit leur nature juridique, alors même qu'il aurait obtenu en sa faveur une déclaration d'utilité publique.

b) Un second argument fait valoir que le concessionnaire dont la chute est déclarée d'utilité publique a — comme nous l'avons vu plus haut — un privilège exceptionnel, mais un seul : celui de l'expropriation. Si le concessionnaire qui a besoin d'occuper certains terrains peut les exproprier, il n'est pas nécessaire de lui donner en plus le bénéfice de l'occupation temporaire. Veut-il occuper les terrains dont les propriétaires s'opposent à cette occupation ? Il n'aura qu'à les exproprier.

Voici les deux arguments principaux contre la thèse qui consiste à donner au concessionnaire de chutes d'eau déclarées d'utilité publique et dont l'usine est inférieure à 10.000 kilowatts le bénéfice de l'occupation temporaire.

Pour défendre la théorie contraire, on ne peut invoquer un texte précis. Mais par contre, on peut faire valoir, semble-t-il, un argument de bon sens. Nous nous trouvons en effet en présence de concessions déclarées d'utilité publique ; c'est donc qu'elles vont jouer au point de vue de l'intérêt public un rôle capital : leur titulaire pourra exproprier. Or, ne peut-on pas dire « Qui peut le plus peut le moins ? » Si en ce cas le concessionnaire peut dépouiller pour toujours un particulier de sa propriété,

peut-on trouver des raisons valables pour l'empêcher de s'installer temporairement sur le fonds d'autrui ?

C'est l'opinion de l'Administration, à laquelle nous nous rangeons, c'est également celle du Conseil d'Etat qui, dans un avis du 19 avril 1928, relative à l'usine de Vallières, a approuvé le point de vue de l'Administration.

D'après la thèse de l'Administration, cette limitation aux seules usines de plus de 10.000 kilowatts serait donc plutôt une sorte de pénalité infligée aux concessions qui n'auraient pas été déclarées d'utilité publique, plutôt qu'une mesure tendant à favoriser les grosses entreprises. Et comme elle apparaît dans ces conditions comme une limitation exceptionnelle apportée aux droits du concessionnaire, l'Administration interprète ce paragraphe dans son sens le plus favorable à ce dernier. C'est ainsi qu'elle décide que ce chiffre de 10.000 kilowatts doit être considéré comme la puissance maxima brute et non comme la puissance normale. D'autre part, si dans la même concession se trouvent englobées plusieurs chutes, le nombre de kilowatts qui déterminera si le concessionnaire peut ou non bénéficier des avantages du § 3, sera le nombre représentant la puissance totale concédée. Ainsi, si chacune de ces chutes n'atteint qu'une puissance inférieure à 10.000 kilowatts mais si le total de ces différentes puissances est supérieur à ce chiffre, elles bénéficieront toutes de la servitude d'occupation temporaire.

Cette restriction du droit d'occupation aux seuls concessionnaires d'usines très importantes est supprimée dans le projet rectificatif déposé après le vote

de la loi. Le Sénat voulait redresser quelques erreurs de rédaction qui avaient échappé à l'attention de la Chambre. Mais le gouvernement l'en dissuada pour éviter tout retard dans la parution de cette loi indispensable à l'aménagement du domaine hydraulique national. Ce projet rectificatif n'a pas été voté. Il était ainsi rédigé : « Occuper temporairement tous terrains et « extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des « travaux en se conformant aux art. 1^{er} à 10 de la loi « du 29 décembre 1892 ». Comme on le voit, il n'était plus question de limiter le bénéfice de cette servitude temporaire aux seules usines de plus de 10.000 kilowatts. Au contraire, toutes allaient pouvoir en jouir sans qu'il fut tenu compte de leur puissance. Il faut regretter que cette modification n'ait pas encore été adoptée. Car il est certain que cette limitation de l'art. 3 n'est pas seulement incompréhensible, elle apporte aussi une gêne considérable aux concessions de chute d'eau non déclarées d'utilité publique et dont la puissance est inférieure à 10.000 kilowatts.

Pour quels travaux va fonctionner l'occupation temporaire? — D'après la loi de 1919, la servitude d'occupation temporaire fonctionne pour l'exécution et l'exploitation des ouvrages.

Le concessionnaire pourra en user non seulement pour l'installation, l'aménagement de ses usines, mais encore au cours de son exploitation. C'est là une innovation par rapport à l'occupation temporaire de la loi de 1892 à laquelle le paragraphe 3 de la loi de 1919 nous renvoie.

En effet, la loi de 1892 ne vise que l'exécution des ouvrages. Ceux-ci terminés, l'occupation temporaire ne sert plus. Les travaux de réparation, d'entretien, de réfection, ne bénéficient pas, d'après la loi de 1892, de l'occupation temporaire.

Au contraire, dans la loi de 1919, l'occupation temporaire est prévue pour l'exécution des ouvrages et pour leur exploitation. Cette loi considère la concession de chutes d'eau comme une sorte de « création continue ». Il ne suffit pas d'installer l'usine, il faut encore l'entretenir, l'améliorer, refaire les parties détériorées. Il faut donc que le personnel de la société puisse accéder aux ouvrages qui la composent. C'est pourquoi la loi de 1919 a élargi, pour les usines de grande importance, le cercle de l'occupation temporaire. On retrouve d'ailleurs cette servitude de passage dans l'occupation ordinaire. Le droit d'accès du personnel sur les propriétés en vue de la réparation des ouvrages y est implicitement prévu. Mais ici il y a plus : si des canalisations, des conduites ont besoin d'être réparées, entretenues, refaites, le concessionnaire aura le droit dans ce but d'installer les chantiers de réparations sur le terrain d'autrui, d'en extraire les matériaux nécessaires.

C. Ouvrages exclus du bénéfice de la servitude.

1. *L'usine.* — Parmi les ouvrages bénéficiant de la servitude de l'art. IV et mentionnés dans ledit article, ne figure pas l'usine elle-même. L'art. IV, particulièrement détaillé en ce qui concerne les canalisations, ne

dit pas un mot des bâtiments. Cette omission est volontaire. Le concessionnaire ne pourra pas « occuper » les terrains sur lesquels il établira cette catégorie d'immeubles. L'art. 3 § 2 du Cahier des Charges-type lui impose l'acquisition de ces terrains : « Il devra *acquérir* tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières ».

Comment expliquer cette différence de traitement ? On pourrait tout d'abord croire qu'elle est due à l'importance exceptionnelle de l'emprise, mais les propriétés souffriront autant, sinon plus, de la submersion et il n'y aurait donc pas lieu de traiter différemment les terrains submergés et ceux sur lesquels doit s'élever l'usine. Ce n'est donc pas là que doit être recherchée la cause de cette distinction. La véritable explication en est que le concessionnaire sera beaucoup moins gêné pour choisir l'emplacement de l'usine et de ses dépendances que pour fixer celui de tout autre ouvrage. S'il ne s'entend pas avec un propriétaire pour lui acheter le terrain sur lequel il compte faire élever son usine, il aura toujours la ressource de s'adresser à un autre propriétaire avec lequel il pourra traiter.

M. Paul Garnier¹ donne à ce sujet une explication curieuse. Il fait d'abord remarquer que tous les ouvrages hydrauliques et le hall de la salle des machines turbo-génératrices, bien que dépendant de la concession, devront automatiquement faire retour gratuit à l'Etat lorsque celle-ci prendra fin. Tous les autres

1. *Le Cahier des charges des concessions de chutes d'eau*, 1931, p. 57.

bâtiments, tels que ceux contenant l'appareillage électrique, les postes de transformation intérieurs ou extérieurs, ainsi que les voies d'accès à ces divers immeubles resteront la propriété du concessionnaire. On comprend alors facilement que le législateur n'ait pas permis au concessionnaire d'exercer les servitudes d'occupation sur des terrains supportant des ouvrages qui ne feront pas retour gratuitement à l'Etat et qui sont susceptibles de rester indéfiniment la propriété du concessionnaire. Or, comme tous ces bâtiments, aussi bien ceux qui doivent faire retour gratuit à l'Etat, que ceux qui peuvent rester la propriété du concessionnaire, forment un tout homogène, il est normal que le même régime leur soit appliqué.

C'est pourquoi le concessionnaire devra acquérir les terrains sur lesquels il élèvera son usine et les immeubles annexes. S'il ne peut s'entendre à l'amiable avec les différents propriétaires, il aura alors la possibilité de procéder à l'expropriation de ces terrains en obtenant la déclaration d'utilité publique relativement à l'usine.

2. *Les réservoirs.* — La plupart des ouvrages hydrauliques, avons-nous dit, bénéficient de la servitude d'occupation de l'art. IV. Nous avons cependant tout de suite exclu l'usine de ce bénéfice ; et cette exception, pour les raisons données plus haut, nous a paru être légitime.

On peut soutenir que seul cet ouvrage échappe aux avantages de la servitude d'occupation et prétendre que

le législateur a voulu, en accordant la faveur de cette servitude au concessionnaire, provoquer un nouvel essor de l'industrie hydraulique; par conséquent, il faut prendre l'art. IV dans son sens le plus favorable au concessionnaire et considérer que l'expropriation n'est appelée à jouer que dans les cas exceptionnels non prévus par l'art. IV.

Nous ne pouvons qu'accepter le principe d'après lequel l'expropriation est l'exception et l'occupation la règle.

Mais déduire de là que seule l'usine est exclue du bénéfice de la servitude d'occupation nous paraît exagérée. En effet, il est certains ouvrages établis sur les terrains des tiers à titre permanent et auxquels, étant donné leur caractère très spécial, on peut hésiter à conférer de prime abord le bénéfice de la servitude d'occupation.

Soit qu'il veuille régulariser le cours de l'eau, soit qu'il entende éviter les mouvements de reflux causés par la restitution des eaux à la rivière et qui risqueraient de compromettre gravement le bon fonctionnement de la chute, le concessionnaire peut juger nécessaire d'aménager des réservoirs de grande capacité au point de dérivation, ou des bassins de compensation au point de restitution.

Ces réservoirs seront-ils créés au moyen de la servitude d'occupation ou au contraire, le concessionnaire devra-t-il recourir à la procédure d'expropriation en sollicitant la déclaration d'utilité publique ?

Le concessionnaire devra prendre ici une initiative.

En effet l'art. VII du décret du 30 juillet 1920 décide que « le demandeur fera ... connaître s'il sollicite la déclaration d'utilité publique pour l'occupation des propriétés privées, dans les cas autres que ceux prévus à l'art. IV de la loi du 16 octobre 1919 ».

Si, pour créer ces réservoirs, il doit occuper des terrains sur lesquels reposent des bâtiments, ou si encore il se heurte à des jardins ou cours y attenant¹, il est évident qu'il devra alors recourir à l'expropriation. Mais, si ces surfaces sont représentées par de simples terrains de culture, que devra-t-il faire ?

Nous pensons que ces réservoirs, ouvrages non prévus dans l'art. IV, ne peuvent bénéficier des avantages concédés par cet article et que, pour pouvoir les occuper, le concessionnaire devra recourir à la déclaration d'utilité publique et par conséquent à l'expropriation prévue par la loi du 3 mai 1841.

Pour faire valoir la thèse d'après laquelle ces réservoirs entreraient dans la catégorie des ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation, on a invoqué² un argument : c'est le rapprochement entre la concession de chute d'eau et la concession minière.

Dans cette dernière, en effet, le concessionnaire a des droits très étendus. Si le chef de l'Etat fixe comme bon lui semble le périmètre de la concession, de son côté le concessionnaire peut occuper tous les terrains qui lui sont nécessaires pour l'exploitation de sa mine, même à

1. Sur bâtiments, jardins ou cours attenant à des habitations, voir *supra*, p. 50.

2. Cf. Garnier, *Le Cahier des charges des concessionnaires de chute d'eau*, p. 69.

l'effet d'y faire des routes ou d'y installer des voies de chemins de fer.

Puisque le concessionnaire de mines a des droits aussi étendus, pourquoi restreindre, comparativement à ces droits, ceux du concessionnaire de chute d'eau ?

D'autre part, la loi de 1919 ne dit-elle pas en substance que le concessionnaire a le droit d'occuper les « propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau » ? Or, les bassins de compensation sont des ouvrages de retenue des eaux et les réservoirs des ouvrages de prise d'eau. Il n'y aurait donc pas lieu de les exclure du bénéfice de la servitude d'occupation.

Pour répondre à l'argument qui tire sa valeur de la comparaison de la chute d'eau et de la mine, on peut faire remarquer que l'art. 44 de la loi du 21 avril 1810, modifié par la loi du 21 juillet 1880, oblige le concessionnaire de mine à recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, toutes les fois que la construction de routes ou de voies de chemin de fer, même à l'intérieur du périmètre, *modifiera le relief du sol*. L'argument dont il est ici question se retourne alors contre celui qui s'en sert, car il est bien certain qu'en construisant ses réservoirs, le concessionnaire de chute d'eau modifiera forcément le relief du sol. En comparant les deux concessions, on ne peut donc qu'aboutir, à cette conclusion : c'est que le concessionnaire de chute devra, pour occuper les terrains nécessaires à la construction des réservoirs, recourir à l'expropriation. D'autre part, si ces bassins artificiels et ces réservoirs rentrent dans la catégorie d'ouvrages appelés

par le législateur « ouvrages de retenue et de prise d'eau » et pour lesquels la servitude d'occupation est prévue, on ne conçoit plus d'ouvrages, si importants et exceptionnels soient-ils, qui ne puissent figurer dans cette appellation ; dès lors, quelle serait l'utilité de l'art. VII du décret du 31 juillet 1920, cité plus haut, et celui de l'art. V de la loi de 1919, d'après lequel : « Lorsque l'aménagement de l'entreprise nécessite l'occupation définitive de propriétés privées, *dans des cas autres que ceux prévus par l'art. IV* l'utilité publique de l'entreprise peut... être déclarée par l'acte qui approuve la concession » ?

Enfin voici un dernier argument tiré de la jurisprudence.

Nous avons vu, en étudiant la question des berges, quel sens la Cour de cassation entendait donner à ce mot. Nous avons dit que la tendance actuelle de cette jurisprudence était de prendre le mot « berge » dans son sens le plus étroit qui interdit au concessionnaire d'user de la servitude d'occupation prévue dans le § 2 de l'art. IV, pour les terrains autres que ceux exclusivement formés par la partie encaissée des rives, terrains susceptibles d'être recouverts par les crues normales de la rivière. De l'avis de la Cour suprême, les parties de terre avoisinant ces berges, même si elles sont incultes, sont exonérées de la servitude. Or en créant ces bassins artificiels, ces réservoirs d'eau, le concessionnaire submergera évidemment des terrains autres que ceux formant les berges. Il ne pourra donc profiter de la servitude. Il en résulte à notre sens que, pour occuper ces terrains il devra les acquérir à l'amiable ou les faire exproprier. A notre

connaissance les tribunaux n'ont pas eu encore à se prononcer sur le point de savoir si ces terrains peuvent être soumis à l'expropriation ou au contraire bénéficier de la servitude d'occupation de l'art. IV. Mais il se peut qu'à la suite d'une décision toute récente du Tribunal des conflits du 18 décembre 1933 ¹ déclarant l'incompétence du Tribunal civil pour connaître de la validité d'un arrêté préfectoral, les parties demandent à la juridiction administrative de statuer sur la validité de cet arrêté préfectoral qui a autorisé l'occupation aux termes de l'art. 4

1. Nous reproduisons ci-dessous cet intéressant arrêt encore inédit :

Tribunal des conflits

Décision du 18 décembre 1933 (Société des Forces motrices d'Arrens contre transports Pahu)

Le tribunal des conflits :

Considérant que la Société des Forces motrices d'Arrens, concessionnaire de l'usine de Lau-Balagnas, ayant, en vertu d'arrêtés préfectoraux des 28 décembre 1929 et 8 septembre 1930, occupé diverses parcelles appartenant aux consorts Pahu, pour y établir un bassin régulateur nécessaire au bon fonctionnement de l'usine, a assigné lesdits consorts devant le Tribunal civil de Lourdes aux fins de règlement des indemnités à eux dues, conformément au dernier paragraphe de l'art. 4 de la loi du 16 octobre 1919 ; qu'à la demande de la société, les consorts Pahu ont opposé une exception tirée de ce qu'étant donné la nature de l'ouvrage public en cause, l'occupation des parcelles leur appartenant ne pouvait être réalisée qu'au moyen de la procédure d'expropriation, en vertu de l'art. 5 de ladite loi.

Considérant que l'exception ainsi soulevée posait la question de savoir si le bassin dont il s'agit rentrait dans la catégorie des ouvrages visés à l'article 4 de la loi, et en vue desquels le Préfet peut autoriser l'occupation des propriétés privées ; que, dès lors, si le Tribunal de Lourdes avait été valablement saisi par la Société des forces motrices d'Arrens de la question de la fixation définitive de l'indemnité éventuellement due aux consorts Pahu, il ne pouvait statuer sans qu'eût été jugée au préalable par la juridiction administrative la question préjudicielle ci-dessus mentionnée ; qu'en conséquence, il devait surseoir au jugement de fond et renvoyer ladite question à l'examen de la juridiction administrative, seule compétente pour la résoudre ;

Décide :

Article premier. — L'arrêté de conflit susvisé est confirmé.

Article 2. — Sont considérés comme nuls et nonavenus, en ce qu'ils ont de contraire à la présente décision, le jugement du Tribunal de Lourdes du 15 décembre 1931 et l'arrêt de la Cour de Pau du 29 juin 1933.

de certaines parcelles pour y établir un bassin régulateur. Si le Tribunal administratif, en l'espèce le Conseil de Préfecture, doit se prononcer sur la validité de cet arrêté préfectoral, il sera de ce fait amené à dire si l'occupation de ces parcelles doit être réalisée au moyen de la servitude d'occupation de l'ar. 4 ou au contraire au moyen de la procédure d'expropriation, en vertu de l'art. 5.

Section III

La durée de l'occupation

Nous avons vu qu'on pouvait distinguer trois sortes d'occupation : l'occupation définitive, l'occupation momentanée et l'occupation temporaire.

Le concessionnaire pourra bénéficier de l'occupation définitive tant que durera la concession, c'est-à-dire, soixante quinze ans à dater du jour de l'acte de concession.

L'occupation momentanée prendra fin lorsque les travaux qui la motivent seront achevés.

Quant à l'occupation temporaire, sa durée a été limitée par le législateur.

Avant la loi de 1892 aucune règle législative n'était intervenue à ce sujet. Cependant il était admis, et la jurisprudence était constante sur ce point, que lorsque l'arrêté préfectoral autorisant l'occupation temporaire ne comportait aucun terme à cette occupation, celle-ci

était déclarée illégale. Un arrêt du Conseil d'Etat ¹ du 16 mars 1889 est formel :

« Considérant que la durée de l'occupation autorisée
« par le Préfet n'a pas été fixée par l'arrêté précité et ne
« peut être déterminée d'après la nature du travail
« public en vue duquel cet arrêté a été pris ; qu'ainsi
« la dite occupation aurait le caractère d'une occupation
« indéfinie ; qu'il y a lieu, par suite, de décider que l'arrêté
« du Préfet de la Manche qui l'a autorisée, sera tenu
« pour nul et non avenue ».

Cependant le terme pouvait être tacite. Ainsi était valable l'arrêté du préfet autorisant l'occupation temporaire pour des travaux qui eux-mêmes devaient s'achever dans un délai fixé. C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat dans l'arrêt Plard ².

« Considérant que l'occupation des terrains appartenant au requérant ne devait pas se prolonger au-delà
« du 1^{er} juillet 1885, date de l'expiration du marché du
« sieur Barrier, et qu'ainsi l'occupation de la propriété
« du sieur Plard par le dit entrepreneur ne constituait
« pas au détriment du requérant une dépossession
« indéfinie ».

Le terme était nécessaire, mais il pouvait être très long. Aucun maximum n'avait été fixé.

La loi de 1892, à laquelle renvoie le § 3 de l'art. IV de la loi de 1919, sauvegardant les droits des proprié-

1. C.E. 16 mars 1889, Touzé, contre commune de Saint-Amand, *Rec.*, p. 378. — Voir aussi, C.E., 20 février 1868, Ch. de Fer de Saint-Ouen, *Rec.*, p. 213 ; 20 février 1868, Ch. de Fer de Saint-Ouen *Rec.* p. 213 ; C.E., 6 juin 1879, Remise. *Rec.*, p. 473.

2. C.E., 1^{er} mai 1885, Plard, *Rec.*, p. 480.

taires a précisé les conditions exigées pour qu'il y ait occupation temporaire :

1^o L'occupation ne peut pas durer plus de 5 ans. L'art. 9 de la loi de 1892 décide : « L'occupation des « terrains ou des carrières nécessaires à l'exécution des « travaux publics ne peut être ordonnée pour un délai « supérieur à 5 ans ».

Cette limite de cinq années ne vise que les occupations ordonnées par le Préfet. Pour les occupations amiables il n'y a pas de limite fixée, les parties peuvent, par convention, prévoir, si bon leur semble, une durée d'occupation supérieure à 5 ans. Le Conseil d'Etat a jugé¹ qu'après l'expiration de ce délai, le Préfet pouvait valablement accorder au concessionnaire l'autorisation pour une nouvelle occupation d'une durée de 5 ans.

Si l'occupation dure plus de 5 ans, l'administration doit procéder à l'expropriation du terrain.

D'ailleurs le propriétaire pourra lui-même requérir cette expropriation s'il ne consent pas à laisser continuer l'exploitation amiablement.

2^o Le préfet doit indiquer expressément dans son arrêté la durée de l'occupation ; et ceci résulte des termes de l'art. 3 de la loi de 1892 : « Cet arrêté indique d'une façon précise les travaux à raison desquels l'occupation est ordonnée, les surfaces sur lesquelles elle doit porter, la nature et la *durée de l'occupation* et la voie d'accès. »

Le terme qui pouvait n'être que tacite avant 1892

1. C.E., 14 mai 1915, Bouchard, *Rec.*, p. 140.

doit être, depuis cette loi, expressément énoncé dans l'arrêté préfectoral. C'est la date de cet arrêté préfectoral qui constitue le point de départ de l'occupation.

Avant la loi de 1892 aucun texte ne prévoyait la caducité de cet arrêté en cas d'inexécution dans un délai donné. On voit les inconvénients que pouvait avoir cette absence de texte : le concessionnaire pouvait ne pas faire usage, pour une raison quelconque de l'autorisation obtenue soit, par exemple, qu'il ait trouvé à employer à meilleur compte des matériaux provenant d'autres terrains, soit encore qu'il ait volontairement retardé l'exécution de son projet. Plus tard, il pouvait imposer de nouveau au propriétaire des terrains désignés par l'arrêté une charge dont celui-ci pouvait se croire libéré.

Rémédiant à cet inconvénient, le législateur de 1892 a décidé que « tout arrêté qui autorise des études ou une occupation temporaire est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date ».

Passé ce délai le concessionnaire ne pourra plus user de l'autorisation à lui accordée par l'arrêté préfectoral pour occuper les terrains désignés par cet arrêté.

Il faut remarquer que ce délai de péremption sera interrompu par tout acte du concessionnaire tendant à l'exécution de l'arrêté ; par exemple, si un litige né entre le concessionnaire et le propriétaire, au sujet de cette occupation, a été porté devant le Conseil de Préfecture. Ces diverses règles s'appliquent dans les mêmes conditions aux occupations temporaires de la loi de 1892 et de celle de 1919.

Section IV

L'indemnité

Le propriétaire des parcelles grevées des servitudes de l'art. IV a droit à des indemnités. Dans la plupart des cas les cahiers des charges stipulent que la réparation pécuniaire du dommage causé au propriétaire incombe au concessionnaire¹. Mais le demandeur n'a pas ici, comme en matière d'entreprise, la possibilité d'intenter l'action à son gré, soit contre l'administration, soit contre le concessionnaire.

Le Conseil d'Etat a décidé à maintes reprises² qu'une demande d'indemnité n'était pas recevable directement contre l'administration concédante. La responsabilité de celle-ci ne peut être mise en jeu que lorsque le requérant apporte la preuve de l'insolvabilité du concessionnaire.

Par l'assujettissement d'une parcelle aux servitudes de l'art. IV, le concessionnaire cause un dommage au propriétaire, il lui en doit réparation sous forme d'indemnité.

C'est l'étude de cette indemnité que nous allons entreprendre dans ce chapitre.

1. Il faut noter que le concessionnaire, conformément à l'art. 1384 du C.C. sera responsable de ses sous-traitants.

2. C.E., 16 mai 1872, ville de Meaux, *Rec.* p. 234. C.E., 9 février 1900, sieur Nahmens, *Rec.*, p. 121. C.E., 17 juin 1904, dame Marguerin, *Rec.*, p. 499. C.E., 17 janvier 1908, C^{te} de Paris à Orléans, *Rec.*, p. 65.

§ I

Qui peut intenter l'action ?

Pendant longtemps, seul le propriétaire de la parcelle grevée de la servitude d'occupation temporaire était qualifié pour intenter l'action en indemnité. Pour obtenir réparation du préjudice qui pouvait leur être causé, ses ayants-droit devaient se retourner contre lui. C'était en effet la seule solution qui s'ouvrait à eux, car le propriétaire ne pouvait pas demander l'indemnité pour leur compte.

Ce système était à la fois coûteux, long et sans intérêt réel. Aussi, la loi de 1892, s'inspirant de la loi de 1841, l'a complètement modifié.

Aujourd'hui, tous les intéressés, quels qu'ils soient, peuvent participer à l'action et par conséquent au règlement de l'indemnité.

Parmi ces intéressés, les uns devront être mis en cause par le propriétaire, les autres devront se faire connaître.

D'après l'art. 12 de la loi du 29 décembre 1892, le propriétaire doit faire connaître : « Les fermiers, locataires, colons partiaires, ceux qui ont des droits d'usufruit et d'usage, tels qu'ils sont réglés par le Code civil, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes du propriétaire, ou d'autres actes dans lesquels ils serait intervenu ».

Telles sont les personnes que le propriétaire devra faire connaître et qui pourront demander une indemnité directement à l'occupant.

Le propriétaire devra dénoncer ces intéressés dans un certain délai : si c'est l'Administration qui a pris l'initiative du règlement de l'indemnité, le propriétaire devra le faire connaître dans un délai de 15 jours à dater de l'assignation. Si au contraire, c'est le propriétaire qui introduit l'instance, il devra les dénoncer avant de faire sa demande introductive.

Une fois dénoncés, les intéressés perdent leurs droits contre le propriétaire et acquièrent une action directe contre l'Administration ¹.

Si le propriétaire a omis de faire connaître les intéressés, et s'il a seul touché l'indemnité, ceux-ci auront la possibilité de l'attaquer par les voies de droit commun.

Que se passerait-il si le propriétaire rendu responsable vis-à-vis des intéressés par le fait qu'il a omis de les faire connaître est devenu insolvable ? L'art. 12 a prévu ce cas et donne alors la possibilité aux intéressés d'intenter un recours contre l'administration. Mais celle-ci peut échapper à cette responsabilité en faisant publier par affichage et insertion l'arrêté préfectoral. Les intéressés pourront alors intenter d'eux-mêmes l'action en indemnité. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils auront été négligents, et dans ce cas, l'Administration qui les aura mis en demeure de faire valoir leurs droits ne sera plus responsable.

Mais parmi les personnes touchées par la servitude d'occupation, il en est que le propriétaire pourrait tota-

1. En ce sens Graziani, *op. cit.*, p. 104 et Couillaut, n° 192. En sens contraire, Bourcart, n° 154.

lement ignorer. Or, puisque l'art. II de la loi de 1892 est inspiré de l'art. 21 de la loi de 1841 sur l'expropriation, il est tout naturel de raisonner ici par analogie avec cette dernière loi, et de dire que l'énumération légale que nous venons de reproduire n'est pas limitative. Il faut admettre parmi les personnes pouvant également intervenir dans l'action en indemnité tous les « autres intéressés » qui peuvent être fort nombreux... « Ceux qui ont des droits de servitude sur le fonds, en vertu de titres n'émanant pas du propriétaire, ceux qui se prétendent propriétaires de l'immeuble alors qu'ils ne sont pas désignés sur la matrice cadastrale, ceux qui ont sur l'immeuble des droits résultant d'actes passés avec d'anciens propriétaires, ou de prescriptions, ou encore de certains contrats peu usités ou usités seulement dans certaines localités (baux à rente, à locatairie perpétuelle, emphytéose, etc... »¹.

Ces créanciers peuvent se faire connaître jusqu'au moment où on procèdera au règlement de l'indemnité. Passé ce délai, il perdent leur action contre l'Administration, mais ils pourront alors se retourner contre le propriétaire conformément aux règles de droit commun.

§ II.

Privilège du propriétaire du sol et de tous les ayants-droit pour le recouvrement de leur indemnité

La loi de 1892 a voulu donner au propriétaire du sol

1. Graziani, *op. cit.*, p. 101 et note 7, p. 102. Cf. également Bourcart, n° 151 et Dalloz, *Code administratif*, t. III, p. 414, n° 3096 et suiv.

et à tous les ayants-droit toutes les garanties nécessaires au recouvrement de l'indemnité qui leur est due. L'art. 18 de cette loi déclare en effet qu'ils ont « privilège et préférence à tous les créanciers sur les fonds déposés dans les caisses publiques pour être délivrés aux entrepreneurs ou autres personnes auxquelles l'Administration a délégué ses droits, dans les conditions de la loi du 25 juillet 1891 ».

L'origine de cette disposition remonte au décret du 26 pluviôse an II qui fut confirmé et étendu à tous les travaux publics par la loi du 25 juillet 1891.

La loi du 1892 a appliqué cette loi à l'occupation en donnant le bénéfice non seulement au propriétaire du sol mais à tous les ayants-droit.

Très judicieusement M. Graziani¹ fait remarquer que la loi de 1892, ayant étendu le privilège à tous les travaux publics, c'est-à-dire exécutés pour le compte de personnes morales qui peuvent ne pas avoir de caisses publiques, vise les « sommes dues » et non pas les dépôts dans ces caisses ; que c'est donc à tort, ou plutôt par inadvertance que la loi de 1892 a repris l'ancienne formule, et qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte, le privilège devant porter sur toutes les sommes dues.

§ III

Autorité compétente pour accorder les indemnités

L'art. 4 de la loi de 1919 déclare que : « Les indemnités

1. Graziani *op. cit.*

auxquelles pourra donner lieu l'application du présent article ainsi que les contestations qu'il soulèvera, seront réglées par la juridiction civile ». Il ne peut y avoir de difficultés sur ce point et seuls les tribunaux civils, semble-t-il, sont compétents. Mais, si l'on examine de plus près cette question, on s'aperçoit que le § 3 de cet article précise que l'occupation temporaire doit être effectuée « en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892 ».

Or la loi de 1892 considère l'occupation temporaire comme étant une opération de travaux publics et attribue aux Conseils de Préfecture le contentieux de l'occupation temporaire.

Si donc, en matière d'occupation temporaire, on applique la loi de 1892, le Tribunal compétent pour connaître des litiges nés à l'occasion des indemnités, sera le Conseil de Préfecture ; si au contraire on se conforme aux prescriptions de la loi de 1919, la compétence en cette matière incombera aux tribunaux judiciaires.

La question à résoudre est donc la suivante : Quelle est, de ces deux juridictions, celle qui sera compétente ?

En ce qui concerne l'occupation définitive et l'occupation momentanée, des § 1 et 2 de l'art. IV, il n'y a pas de difficultés : les tribunaux civils seront seuls compétents.

Mais si l'on se trouve en présence d'une occupation temporaire, pour accorder l'indemnité due par le fait de cette occupation, devra-t-on appliquer la loi de 1892 et donner compétence au Conseil de Préfecture, ou au

1. M. Tochon, « Le Cahier des Charges des entreprises hydrauliques », *Revue générale de l'Electricité*, 8 janvier 1921.

contraire, appliquer la loi de 1919, et donner la compétence aux tribunaux judiciaires ?

Nous pensons, que c'est la loi de 1919 et la compétence judiciaire qui doit s'appliquer ici. Le § 3 de l'art. 4 renvoie en effet à la loi de 1892, mais seulement en ce qui concerne la procédure préalable à l'occupation et l'usage même de la servitude. Les litiges sont sans aucun doute régis par la loi de 1919 et sont de la compétence des Tribunaux civils.

D'ailleurs, la jurisprudence s'est déjà prononcée en ce sens :

Le Conseil de préfecture de Toulouse a jugé, le 27 novembre 1931¹, que le contentieux relatif à l'indemnité de l'occupation temporaire en matière de chutes d'eau ressortissait au Tribunal civil. Aussi ce Conseil de Préfecture s'est-il déclaré incompétent pour statuer sur l'indemnité.

Pour faire valoir son incompétence il donne deux motifs, le premier tiré d'un argument de texte, l'autre d'un argument de raison :

L'art. IV de la loi de 1919 déclare que les tribunaux judiciaires sont compétents pour connaître des litiges soulevés par l'application du présent article ; or on se trouve bien en présence d'un litige soulevé par application de cet article ; par conséquent ce sont les tribunaux judiciaires qui sont compétents et non le Conseil de préfecture.

Le second argument est le suivant : il arrive fréquem-

1. *Gazette des tribunaux* du 18 juin 1932.

ment que le même propriétaire soit atteint à la fois par une servitude d'occupation définitive et par une servitude d'occupation temporaire. Devra-t-il, pour défendre ses intérêts, aller plaider devant le Tribunal civil, pour ce qui concerne l'indemnité due par le fait de l'occupation définitive ou momentanée de son terrain et devant le conseil de préfecture pour celle qui lui est due par le fait de l'occupation temporaire ? N'est-il pas beaucoup plus simple et de là beaucoup plus raisonnable de joindre les deux procédures en donnant compétence au Tribunal civil pour statuer à la fois sur ces deux sortes d'indemnités ?

D'autre part, la Cour de cassation le 23 décembre 1924 a rendu un arrêt ¹ qui constitue la première décision que la Cour suprême ait été appelée à rendre pour l'application de la loi du 16 octobre 1919, et qui, dans une espèce assez voisine, se montre favorable à la compétence généralisée du Tribunal civil. Il ressort de cet arrêt que « lorsque, le Préfet ayant autorisé l'exercice
« des droits conférés au concessionnaire d'énergie hydraulique par les § 1 et 2 de l'art. IV de la loi du 16 octobre 1919, et désigné les terrains pouvant être occupés,
« les propriétaires de ces terrains ont consenti à leur
« cession, c'est par le Tribunal civil que le prix des cessions amiables dont il s'agit doit être fixé, s'il n'a pu
« l'être par accord des parties ; doit être cassé le jugement qui a fait droit à une requête des propriétaires
« intéressés aux fins de désignation d'un jury spécial

1. Cass. civ., 23 décembre 1924, Sirey, 1925.145.

« chargé de fixer ces indemnités conformément à la loi
 « du 3 mai 1841, alors qu'il n'es'agissait pas d'un aménage-
 « ment de l'entreprise nécessitant, ainsi que le prévoit
 « l'art. V de la loi du 16 octobre 1919, l'occupation défi-
 « nitive des propriétés privées dans des cas autres que-
 « ceux prévus par l'art. IV ».

Il semble donc qu'il ne puisse plus y avoir de doute à ce sujet et que seuls les tribunaux judiciaires (tribunal civil ou juge de paix) soient compétents pour connaître des litiges survenus entre propriétaire et concessionnaire pour le règlement des indemnités dues par le concessionnaire de chutes en matière d'occupation ordinaire comme en matière d'occupation temporaire.

Le § VI *in fine* de l'art. IV dispose : « Il sera procédé
 « devant ces tribunaux comme en matière sommaire,
 « et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé
 « qu'un seul expert ».

Cette dernière phrase de l'art. VI, empruntée à la loi de 1845, et qui avait alors son utilité, a perdu totalement sa raison d'être aujourd'hui. En effet, elle signifie que le Tribunal peut, s'il désire recourir d'office à une mesure d'instruction, sans en être sollicité par l'une des parties, nommer un seul expert. Avant la loi de 1845 la question de savoir si le Tribunal pouvait nommer un seul expert au lieu de trois, était très discutée. Cette loi a tranché la question par l'affirmative.

Mais de nos jours, la jurisprudence ayant reconnu au Tribunal le droit de nommer un seul expert ¹, cette ré-

1. *Nouveau Code de Procédure civile* annoté de Dalloz, art. 303, n° 32.

glementation, concernant le nombre d'experts à nommer, n'a plus aucun intérêt.

En ce qui concerne les deux questions étudiées plus haut, à savoir : qui peut intenter l'action en indemnité et quelle est l'autorité compétente pour connaître des litiges survenus en cette matière, il était inutile de faire une distinction entre l'occupation ordinaire et l'occupation temporaire. Mais sur deux autres points que nous avons l'intention de traiter, le règlement et le calcul de cette indemnité, cette distinction devient nécessaire.

§ IV

Règlement de l'indemnité

L'indemnité doit-elle être *préalable* au préjudice que subit le propriétaire « occupé » ?

« La propriété est un droit inviolable et sacré ; nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et *sous la condition d'une juste et préalable indemnité* ».

Cette disposition de la déclaration des Droits de l'Homme, reproduite dans l'art. 545 du Code civil et la loi du 3 mai 1841, et qui vise la privation de propriété, s'applique-t-elle aussi aux dommages qu'il est difficile et parfois impossible d'évaluer à l'avance ?

L'art. 10 de la loi de 1892 a décidé que l'indemnité ne serait pas réglée préalablement à l'occupation ; si les parties ne se mettent pas d'accord, la plus diligente des deux devra saisir le Conseil de Préfecture — en matière de concession de chute, le Tribunal civil — à la fin de l'occupation ou à la fin de chaque campagne.

Par « campagne » il faut entendre une durée de 12 mois.

Mais ce principe, édicté dans la loi de 1892, ne s'applique qu'à l'occupation temporaire. Et ceci se comprend aisément : ce n'est guère qu'une fois la parcelle grevée de cette servitude qu'il est possible de définir à l'avance le préjudice qui en résultera. On sait en effet, que le concessionnaire qui a grevé d'une servitude d'occupation temporaire un terrain peut en extraire les matériaux qui lui sont nécessaires. Comment évaluer à l'avance la quantité et la valeur de ces matériaux ?

Par conséquent, en ce qui concerne l'occupation temporaire l'indemnité ne pourra être réglée qu'à la fin de cette occupation, si sa durée est inférieure à un an, et dans le cas où elle serait supérieure, le règlement interviendra à la fin de chaque année.

Mais, par contre, s'ils'agit d'une servitude d'occupation définitive, le règlement de l'indemnité sera préalable à la prise de possession des terrains grevés. Ceci ressort du § VI de l'art. IV qui en décide ainsi « lorsque l'occupation ou la dépossession devra être permanente ».

Dans le cas d'une occupation définitive, le préjudice subi étant la perte totale de la parcelle, rien n'empêche d'en calculer sa valeur avant la prise de possession et il apparaît comme très juste d'en dédommager à l'avance son propriétaire.

Cas d'urgence. — Exceptionnellement, le concessionnaire peut avoir besoin d'occuper dans un très bref délai les terrains visés par l'arrêté préfectoral. S'il ne se met pas d'accord avec le propriétaire sur le montant de

l'indemnité et s'il est obligé de recourir à la juridiction civile pour sa fixation, il se pourrait qu'un long retard vînt gêner l'exécution des travaux de son entreprise. Il peut alors demander au préfet de prendre un arrêté déclaratif d'urgence et recourir à la procédure spéciale prévue par les art. 66 à 74 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'assignation devant le Tribunal civil sera donnée à trois jours francs : l'Administration devra y faire connaître la somme qu'elle offre au propriétaire. Celui-ci le jour fixé, devra déclarer la somme dont il demande la consignation avant l'envoi en possession.

Le Tribunal, sur les dires des parties, fixe la somme à consigner : s'il juge ne pas avoir les éléments suffisants il peut se transporter sur les lieux afin de recueillir sur place les renseignements propres à en déterminer la valeur.

La durée de cette opération ne devra pas dépasser cinq jours à partir du jugement qui l'aura ordonnée. Le Tribunal aura alors trois jours pour déterminer la somme à consigner, somme qui devra comprendre, outre le principal, une somme représentant l'intérêt au taux légal de ce principal pendant deux ans.

Une nouvelle assignation, à deux jours francs, devra être lancée contre le propriétaire, et c'est à la suite de cette assignation, que le Président, sur le vu du procès-verbal de consignation, ordonnera la prise de possession.

Pour supprimer tout retard, l'art. 71 dispose : « le « jugement du tribunal et l'ordonnance du Président « sont exécutoires sur minute et ne peuvent être attaqués par opposition ni par appel ».

Les dépens seront supportés par l'Administration.

Après la prise de possession et à la poursuite de la partie la plus diligente, il sera procédé à la fixation définitive de l'indemnité. C'est la procédure ordinaire qui reprendra alors son cours normal.

Il faut noter que dans le cas où cette fixation serait supérieure à la somme déterminée par le Tribunal, lors de la prise de possession, la différence devra être consignée par l'Administration, dans la quinzaine de la notification de la décision du Jury. A défaut de quoi, le propriétaire pourrait s'opposer à la continuation des travaux.

§ V

Calcul du montant de l'indemnité

Le montant de l'indemnité est fixé soit par un accord amiable survenu entre les parties, soit par le Tribunal civil.

Comment cette indemnité sera-t-elle calculée : sur quels éléments les tribunaux évalueront-ils le préjudice subi par le propriétaire ?

En matière d'occupation ordinaire, le législateur n'a pas prévu le mode d'évaluation de l'indemnité. C'est donc le droit commun que les tribunaux devront appliquer. Généralement le préjudice causé et les avantages supprimés seront évalués par voie d'expertise.

Au contraire, pour l'indemnité due par le fait d'une occupation temporaire, l'art. 13 de la loi de 1892 en a fixé le mode d'évaluation.

Cet article dispose : « Dans l'évaluation de l'indemnité, il doit être tenu compte autant des dommages faits à la surface que de la valeur des matériaux extraits. La valeur des matériaux sera estimée d'après les prix courants, sur place, abstraction faite de l'existence des besoins de la route pour laquelle ils sont pris ou des constructions auxquelles on les destine et en tenant compte des frais de découverte et d'exploitation. Les matériaux n'ayant d'autre valeur que celle qui résulte du travail de ramassage, ne donnent lieu à indemnité que pour les dommages causés à la surface ».

Pour calculer l'indemnité il faudra donc tenir compte :

- 1° de la valeur des matériaux extraits ;
- 2° des dommages causés à la surface ;
- 3° des dommages accessoires.

1° *La valeur des matériaux extraits*, comme il ressort de l'art. 13, doit être fixée d'après les prix courants de la région, sans qu'il soit fait état de l'emploi auquel le concessionnaire les destine ².

2° *Les dommages causés à la surface*. Quels peuvent être ces dommages ? Il y en a de deux sortes :

a) *Tout d'abord la destruction des récoltes et des plantations*. — Si pour ses travaux le concessionnaire est obligé d'abattre les arbres plantés sur les terrains occupés, ou si, à l'occasion de ces travaux il détruit une récolte, le propriétaire pourra être indemnisé de la perte

2. C.E., 18 mai 1906, époux Lacaze, *Rec.*, p. 449. C.E., 4 mai 1877, Compagnie du Midi, *Rec.* p. 432. C.E., 18 mars 1892, C^{ie} du Midi contre Commune d'Esclanède et sieur Bastide, *Rec.*, p. 302. C.E., 22 mars 1902, Sansfourche, *Rec.*, p. 262.

qu'il aura subie. Pour estimer le montant du préjudice, le Tribunal devra utiliser le procès-verbal de constat qui aura été dressé avant l'occupation.

b) *Perte de jouissance pendant l'occupation.* — Ne pouvant plus jouir de sa propriété du fait de l'occupation, le propriétaire doit être indemnisé de cette perte de jouissance. L'indemnité ne sera calculée que sur les parcelles effectivement occupées et variera avec la durée de l'occupation, celle-ci prenant fin le jour où le propriétaire a été mis à même par le concessionnaire de reprendre possession de son terrain.

3° *Les dommages accessoires.* — Il est certains dommages, autres que ceux causés à la surface des terrains occupés que peut provoquer l'occupation. Ces dommages *accessoires* doivent donner lieu à une indemnité. Mais pour qu'il en soit ainsi, ils doivent remplir deux conditions : il faut qu'ils soient directement causés par le fait de l'occupation et qu'ils soient matériels¹.

Comme exemples de dommages indirects on peut citer le cas où l'occupation a empêché le propriétaire de louer le terrain, ou encore a diminué la valeur des parcelles voisines en rendant difficile leur accès.

Si un dommage lui a été causé, le propriétaire du terrain grevé de la servitude d'occupation obtiendra donc du Tribunal civil une indemnité correspondant au

1. C.E. 15 novembre 1889, Bernard contre Périé frères, *Rec.*, p. 228. C.E., 16 novembre 1877, Lalanne, *Rec.*, p. 878. C.E., 26 décembre 1890, Rabatel, *Rec.*, p. 1008. C.E., 12 février 1892, Compagnie du Midi, contre Oustan, *Rec.*, p. 148. C.E., 13 mars 1908, Mercier contre Serin et Mèrville, *Rec.*, p. 275.

préjudice subi. Mais le législateur de 1892 a craint que les propriétaires occupés ne provoquent par leurs agissements une indemnité supplémentaire. Aussi l'art. 15 de ladite loi décide-t-il que : « Les constructions, plantations ou améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité, lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites ou de toute autre circonstance, il peut être établi qu'elles l'ont été dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée ». Cette disposition est applicable en matière de chutes d'eau par application de l'art. 4 de la loi de 1919.

Plus-value causée à la propriété par les travaux d'un concessionnaire de chute d'eau.

Puisque l'Administration peut être, nous venons de le voir, condamnée à payer aux propriétaires de terrains occupés une indemnité représentant le préjudice que ces derniers ont subi par le fait de l'occupation, il paraît juste, dans le cas contraire où cette occupation a entraîné une plus-value pour ces terrains, que l'indemnité due aux propriétaires soit diminuée de la valeur de cette plus-value.

C'est ce qu'avait prévu l'art. 14 de la loi de 1892 : « Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale à la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité ».

L'Administration, poursuivie par les propriétaires en dommages et intérêts devant le Tribunal civil, pourra donc utilement demander reconventionnellement à ce

Tribunal, d'opérer, dans le cas où les terrains du propriétaire auront bénéficié d'une plus-value, du fait de la concession, une compensation de l'indemnité due par elle aux propriétaires, avec la somme représentant la valeur de la plus-value dont bénéficie la propriété.

Le Tribunal civil est compétent dans le cas où l'action est intentée en indemnité par le propriétaire. Mais, si l'on suppose que l'Administration, de son propre chef, réclame à un propriétaire, qui, par hypothèse, n'a subi aucun dommage et ne demande aucune indemnité, de lui verser la somme que représente la plus-value occasionnée à sa propriété par la concession, quelle est la juridiction qui sera compétente ?

La loi de 1919 elle-même (art. 20) a donné compétence dans ce cas aux tribunaux administratifs pour fixer la valeur de cette plus-value : « Les propriétaires d'usines
« et de terrains qui auraient profité directement des amé-
« liorations de régime des cours d'eau résultant de l'exé-
« cution de travaux par l'Etat, les départements, les
« communes ou leurs concessionnaires, à l'exception des
« arrosants qui avaient des droits antérieurs à la présente
« loi pourront être tenus de payer des indemnités de
« plus-value qui seront réglées par le Conseil de Préfec-
« ture, sauf recours en Conseil d'Etat ... »

La loi spécifie encore que ces actions en indemnités de plus-value ne peuvent être exercées par l'Administration que lorsque celle-ci a obtenu une autorisation spéciale et préalable accordée par décret rendu en Conseil d'Etat.

CHAPITRE IV

LA RÉQUISITION D'ACHAT

Il peut arriver que la servitude d'occupation soit une telle charge pour le propriétaire que l'indemnité susceptible de lui être offerte à titre de servitude en dédommagement du préjudice subi ne l'indemnise pas d'une façon complète.

La loi de 1919, qui a voulu sanvegârdar dans toute mesure possible les droits des propriétaires, a donné dans certains cas à ceux-ci la possibilité de choisir entre la réception d'une indemnité ou la vente de leur propriété. Cette « réquisition d'achat » de la part du propriétaire est absolument différente de l'expropriation : alors que l'expropriation est invoquée par le concessionnaire, au contraire la réquisition d'achat est sollicitée par le propriétaire. Les conséquences de cette différence sont très importantes puisqu'en effet lorsqu'il y a expropriation, c'est le jury qui fixe l'indemnité, alors qu'en cas de réquisition la compétence sur l'indemnité appartient aux tribunaux judiciaires.

Section I

Cas d'ouverture de la réquisition d'achat

1° L'occupation se prolonge au delà de la durée des travaux, fixée par le cahier des charges.

Imposer dans ce cas au propriétaire à titre de servitude une occupation qui le priverait de la jouissance de son sol pendant une durée indéterminée eût été injuste. Déjà la loi du 21 avril 1810 avait permis au propriétaire d'exiger du concessionnaire de mine l'achat du sol grevé d'une servitude d'occupation dont la durée dépassait une année. S'inspirant de cette loi, le législateur de 1919 a donné au propriétaire le droit de requérir l'achat de son terrain « toutes les fois que la durée de privation « de jouissance dépasse le terme fixé par le Cahier des « Charges pour l'exécution des travaux »¹.

2° Les terrains sont, du fait de l'occupation, rendus impropres à la culture.

Si les travaux exécutés ont eu pour effet de rendre les terrains occupés inaptes à la culture, le propriétaire pourra exiger l'acquisition du sol.

Le législateur a assimilé le cas où le terrain est devenu

1. En cas de force majeure le terme peut être prorogé. Ce n'est alors qu'à l'arrivée de ce terme prorogé que le propriétaire pourra exiger du concessionnaire l'acquisition du sol.

impropre à la culture à une privation de jouissance définitive. Mais que faudra-t-il entendre par « impropres » à la culture ? Ici les juges ont un pouvoir absolu d'appréciation. Ils devront, pour chaque cas particulier, dire si en fait il est devenu impossible ou non, de par les travaux du concessionnaire, de rendre les terrains à leur destination normale.

En principe, le concessionnaire ne sera tenu d'acquiescer que la surface du sol rendue impropre à la culture. Cependant si le Tribunal estime que la partie non endommagée de la parcelle est insuffisante il pourra condamner le concessionnaire à acquiescer la totalité de « la pièce de terre trop endommagée ou trop dépréciée ».

Section II

Exercice du droit du propriétaire

Ce droit du propriétaire d'exiger du concessionnaire l'acquisition du terrain grevé de la servitude d'occupation, dans les deux cas posés par la loi, a un caractère facultatif. Le propriétaire a le choix entre l'indemnité ou la réquisition d'achat. Bien entendu, il ne pourra pas cumuler l'indemnité et le prix d'achat. Il devra choisir entre ces deux modes de réparation.

Section III

A quel moment doit s'opérer l'option ?

La loi de 1919 est muette sur ce point et la jurisprudence n'a pas encore eu, à notre connaissance, l'occasion de se prononcer à ce sujet.

Par contre, en matière de mines, il n'en va pas de même : si le législateur n'a pas statué à cet égard, les tribunaux ont eu à résoudre ce problème. Lorsqu'il s'agit d'une concession minière, la jurisprudence admet que le propriétaire peut, à toute époque, exiger de l'Administration l'acquisition du terrain occupé¹.

Faudra-t-il, ici, appliquer le même système ou au contraire peut-on faire valoir des arguments qui entraîneraient une solution autre que celle qui prévaut dans le domaine minier ?

Nous pensons qu'il y a lieu d'appliquer ici, comme sur bien d'autres points, le système de la législation minière, et qu'à toute époque le concessionnaire de chute d'eau peut être tenu d'acheter le terrain qu'il occupe ou qu'il a occupé. Le fait pour le propriétaire d'avoir accepté ou même réclamé une indemnité, ne doit pas lui faire perdre le droit à la réquisition d'achat.

Evidemment, ici, comme en matière de mines, si le propriétaire sait dans quel état et à quelle époque son

1. Lyon, 14 mars 1877, D. 79.2.5 ; Cass. 27 janvier 1885. D. 85.1.297.

terrain lui sera rendu et s'il a préféré, en connaissance de cause, l'indemnité à la réquisition d'achat, il perd dans ce cas son option; il peut être en effet considéré comme y ayant renoncé, et ce sera là une exception au principe.

S'il s'agit de l'occupation permanente, l'indemnité est préalable à la prise de possession. Le propriétaire ne peut pas savoir si les travaux vont durer plus longtemps qu'il n'a été prévu par le concessionnaire ou s'ils seront de nature à bouleverser le sol de telle sorte que celui-ci deviendra, après l'exécution des travaux, impropre à la culture.

Il est donc impossible de soutenir que le propriétaire qui a accepté l'indemnité à lui offerte soit lié par le versement de cette indemnité et ne puisse plus requérir l'achat du terrain auquel la loi de 1919 lui donne droit.

Le propriétaire, en effet, pourra bien, au moment où l'arrêté lui est signifié, évaluer approximativement le préjudice qui lui sera causé par l'exécution des travaux, mais il lui sera à ce moment-là vraisemblablement impossible de savoir si ces travaux ne dureront pas plus longtemps qu'il n'est prévu et si la surface de son sol sera ou non rendu impropre à la culture. Il pourra croire que l'indemnité qu'on lui offre correspond au préjudice qu'il est appelé à subir, alors qu'il n'en est rien.

Il serait injuste d'admettre que le propriétaire, perdant son option, dût pâtir des fautes du concessionnaire. En effet, c'est à celui-ci seul — excepté les cas de force majeure — qu'est imputable la faute en cas de retard dans l'exécution des travaux ou de bouleversement du

sol du fait de ces derniers. Le propriétaire doit donc pouvoir à toute époque exiger du concessionnaire l'acquisition de son terrain si les conditions prévues par la loi de 1919 et examinées plus haut sont remplies. Et ceci même s'il a déjà reçu l'indemnité, à moins que le concessionnaire puisse prouver que le retard ou l'état des terrains devenus impropres à la culture était connu du propriétaire au moment où il a reçu l'indemnité.

Le législateur n'ayant soumis le droit à réquisition d'achat à aucune prescription, le concessionnaire peut l'exercer pendant trente ans à compter de la date de l'achèvement des travaux.

Si l'occupation des terrains pour laquelle le propriétaire a l'option entre l'indemnité et la réquisition d'achat, est une occupation temporaire, la même solution doit être appliquée. Mais ici la question ne se pose plus sous le même angle : l'indemnité n'étant pas préalable, l'option ne pourra s'exercer qu'après l'achèvement des travaux.

TITRE II

L'EXPROPRIATION

L'expropriation constitue la prérogative la plus énergique du concessionnaire. Celui-ci pourra, dans certains cas l'exercer à la condition qu'il ait obtenu par un décret ou par une loi une déclaration d'utilité publique.

Si tous les industriels dont la concession a été accordée par une loi ou par un décret peuvent bénéficier des servitudes de l'art. 4, servitudes d'occupation ordinaire ou temporaire, par contre la faculté d'expropriation n'est donnée qu'à certains d'entre eux ; l'expropriation constituant une prérogative exorbitante, le législateur ne l'a conférée qu'aux concessionnaires ayant obtenu pour leur entreprise une déclaration d'utilité publique.

Le principe du droit d'expropriation du concessionnaire de chute d'eau est posé par l'art. V de la loi du 16 octobre 1919 dans les termes suivants :

« Lorsque l'aménagement de l'entreprise nécessite

l'occupation définitive de propriétés dans des cas autres que ceux prévus par l'art. IV, l'utilité publique de l'entreprise peut, si l'intérêt économique de la nation le justifie, être déclarée par l'acte qui approuve la concession. Lorsque l'utilité publique a été déclarée, s'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 ».

Section I

La déclaration d'utilité publique

La loi du 3 mai 1841 édicte la règle d'après laquelle toute expropriation doit être précédée d'un acte appelé déclaration d'utilité publique. Cette règle découle du principe formulé d'abord dans l'art. 17 de la déclaration des droits de l'Homme :

« La propriété étant un droit inviolable et sacré nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité publique l'exige ». L'art. 545 du Code civil, au lieu d'exiger la nécessité publique, exige seulement l'utilité publique.

Cette utilité publique est constatée par un acte émanant de l'Administration qui a seule qualité pour dire s'il y a utilité publique ou non. Cet acte est fait soit en forme de loi pour les très grands travaux, soit par décret en Conseil d'Etat. Il est précédé d'une enquête faite par l'Administration et destinée à l'éclairer sur la valeur des motifs envisagés, sur les avantages et les

inconvenients de la déclaration ; ce n'est qu'après cette enquête que l'Administration statue.

Cet acte qui généralement est un décret porte dans ce cas la mention suivante : « Les travaux destinés à l'aménagement de telle chute concédée sont autorisés et « déclarés d'utilité publique ».

En pratique cette mention se retrouve dans la presque totalité des actes d'approbation de concession, de telle sorte que presque tous les concessionnaires de chutes d'eau peuvent invoquer la possibilité de l'expropriation. On a voulu ainsi faciliter leur tâche et leur éviter des retards dans l'installation de leurs chutes.

Pendant il peut se faire que la déclaration d'utilité publique intervienne postérieurement à l'institution de la concession, par exemple, lorsque l'expropriation a été reconnue indispensable pour l'exécution de certains travaux. « Toutefois, décide l'art. V, lorsque la déclaration d'utilité publique n'est reconnue nécessaire « que pour certains travaux et postérieurement à l'approbation de l'acte de concession, il est statué par « décret en Conseil d'Etat ».

La déclaration d'utilité publique rend possible l'expropriation. Pendant combien de temps cette déclaration sera-t-elle utilisable ? Il est certain qu'elle constitue pour les propriétés voisines une menace telle qu'elle ne saurait être permanente. Le législateur a voulu qu'elle soit limitée. Aussi la déclaration elle-même contient-elle l'indication d'un délai après lequel l'industriel ne pourra plus exproprier.

Ce délai est essentiellement variable. Il diffère selon

l'importance des travaux et généralement ne dépasse pas le temps fixé pour leur exécution. Il arrive qu'il soit inférieur à la durée de ces travaux¹.

Pour des raisons particulières, le concessionnaire peut demander une prorogation de ce délai. Cette prorogation lui sera accordée par décret si le Conseil d'Etat estime que les motifs invoqués la justifient. Elle sera notamment accordée si le Conseil d'Etat juge, qu'étant données les circonstances économiques du moment, le concessionnaire n'a pu se procurer la totalité des capitaux nécessaires ; ou encore si la réalisation des projets présente un intérêt national particulier.

La prorogation est donc en général accordée par décret ; mais dans le cas où la concession est accordée par une loi², il faudra normalement une nouvelle intervention du législateur pour accorder une prorogation. Ce qui ne manquera pas d'entraîner de sensibles retards.

Ces retards pourraient être évités si le délai fixé pour l'expropriation était lié à celui fixé par le Cahier des Charges pour l'achèvement des travaux. La loi accordant la concession prévoit parfois la possibilité de modifier éventuellement le Cahier des Charges par un simple décret en Conseil d'Etat³. De la sorte, une proro-

1. Comité consultatif des Forces Hydrauliques, avis n° 278, séance n° 10 de la section permanente du 8 novembre 1923.

2. La concession est accordée par une loi, suivant les indications de l'art. 3 de la loi de 1919, lorsqu'il s'agit de très grands travaux comme par exemple les travaux du Rhône ou ceux de l'usine de Kembs sur le Rhin.

3. Avis n° 390 du Comité Consultatif des Forces Hydrauliques, séance plénière n° 2 du 26 mars 1925 à l'occasion de la concession de la chute de Kembs. — *Issarte et Génissieu, Les travaux et la Jurisprudence du Comité consultatif des forces hydrauliques*, p. 26, n° 41.

gation du délai d'expropriation ne nécessiterait pas le renvoi de l'affaire devant le Parlement.

Les intéressés peuvent-ils avoir un recours contre la déclaration d'utilité publique ? La jurisprudence du Conseil d'Etat a considéré que cette déclaration constituait une opération détachable de l'ensemble des opérations que forme l'expropriation. Cette déclaration étant un acte essentiellement administratif les intéressés peuvent donc exercer un recours contre elle pour excès de pouvoir.

Ce recours peut être fondé soit sur l'incompétence, soit sur des vices de forme, soit sur une violation de la loi.

Il est à remarquer que la compétence du Conseil d'Etat saisi d'un recours pour excès de pouvoir contre la déclaration d'utilité publique est assez limitée. En effet, il appartient à l'Administration et à elle seule de dire s'il y a utilité publique ou non et le Conseil d'Etat n'a pas à statuer sur l'appréciation de l'opportunité par l'Administration. Par contre, le Conseil d'Etat a incontestablement le droit d'examiner si l'utilité publique déclarée par l'Administration est effectivement une utilité publique qui, au sens de la loi de 1919, peut donner droit à l'expropriation ¹.

Section II

Caractère exceptionnel de l'expropriation

L'expropriation de la loi de 1919 a un caractère tout à fait exceptionnel. Caractère exceptionnel d'abord par

1. 23 novembre 1900, *Rec.*, p. 650.

la personne qui exproprie, ensuite par l'objet de la déclaration d'utilité publique, enfin par les conditions de cette déclaration.

1. *Par la personne qui exproprie.*

Cette expropriation est introduite par une société privée au profit d'une organisation qui ne comporte pas nécessairement un service public. L'industriel peut en effet produire de l'énergie électrique qui ne servira qu'au fonctionnement d'une industrie privée. C'est le cas par exemple, d'une entreprise privée qui s'installe sur le bord d'un cours d'eau et qui demande la concession pour la production électrique nécessaire au fonctionnement de l'entreprise elle-même. Dans cette hypothèse aucun élément de service public n'intervient, alors que normalement l'expropriation suppose toujours l'intervention d'une personne administrative dans l'intérêt d'un service public.

C'est là une extension tout à fait remarquable de la notion d'expropriation que comporte la loi de 1919.

L'expropriation en notre matière, est donc poursuivie par le concessionnaire en son nom propre, alors que l'expropriation normale se fait par le concessionnaire mais au nom du concédant (l'Etat ou la Commune)¹.

Il serait inexact de croire que ce caractère exceptionnel

1. Il est intéressant à cet égard de rapprocher l'art. 12, § 2, de la loi du 15 juin 1906 qui prévoit une expropriation poursuivie par le concessionnaire de distribution d'électricité « au nom du concédant » et celle que vise l'art. 5 de la loi du 16 octobre 1919 qui concerne une expropriation poursuivie par le concessionnaire en son nom propre. Nous savons que les terrains sur lesquels l'usine doit être bâtie sont la propriété personnelle de l'entreprise.

de l'expropriation a été inauguré par la loi du 16 octobre 1919. Il existe des précédents :

L'art. 18 de la loi du 21 juin 1865 donne aux associations syndicales, groupements de particuliers, la possibilité d'exproprier pour l'exécution de certains travaux ;

D'autre part, la loi du 28 juillet 1880, modifiant celle du 21 avril 1810 sur les mines, déclare dans son art. 44 qu'un décret rendu en Conseil d'Etat peut déclarer d'utilité publique les canaux, et chemins de fer miniers. Le concessionnaire de mines est elle aussi une personne privée à qui la loi a accordé la possibilité d'exproprier.

En outre les concessionnaires des travaux publics ont tous, en principe, le droit d'exproprier après déclaration d'utilité publique.

2° Par l'objet de la déclaration d'utilité publique.

Normalement ce qui fait l'objet de la déclaration d'utilité publique, c'est le travail que nécessite l'entreprise. Le chef de l'Etat, sur l'avis du Conseil d'Etat, déclarera d'utilité publique les travaux nécessaires, par exemple, à la construction d'une route.

Ici, au contraire, c'est l'entreprise elle-même, qui fait l'objet de la déclaration d'utilité publique. Le concessionnaire, pour obtenir la déclaration nécessaire pour exproprier, devra faire la preuve de l'utilité publique de son entreprise et non plus seulement des travaux que nécessite cette entreprise. C'est l'aménagement même de la chute d'eau qui est en jeu. Cette chute a-t-elle pour la Nation un intérêt financier économique ? Telle est la

question à résoudre par le Conseil d'Etat, consulté sur l'avis à donner à la demande de déclaration d'utilité publique de l'entreprise.

Les pétitionnaires devront fournir toutes justifications pour la déclaration d'utilité publique et présenter les considérations de fait d'où il ressort que l'obtention de la déclaration leur est indispensable.

3° Par les conditions de cette déclaration.

Le loi de 1919 est formelle sur ce point : la déclaration d'utilité publique ne peut être faite que « si l'intérêt économique de la nation le justifie ». Ce n'est plus l'intérêt général qui entre ici en considération mais bien l'intérêt économique. C'est un effet remarquable de la loi de 1919 que cette pénétration de « l'Economique » dans « l'Administratif ».

Cette condition n'est pas restée lettre morte. En effet, le Comité consultatif des forces hydrauliques a fréquemment demandé « qu'il soit sursis à la déclaration d'utilité publique jusqu'à ce que des justifications soient données sur l'intérêt économique que peut présenter pour la nation la concession sollicitée, intérêt justifiant la faculté pour le concessionnaire de recourir à l'expropriation »¹.

Le Conseil d'Etat lui-même qui a qualité pour délibérer sur le décret se montre exigeant sur les jus-

1. Avis n° 381 et 382, séance n° 1 de la section permanente du 22 janvier 1925.

tifications que doit apporter le pétitionnaire à l'appui de sa demande en déclaration d'utilité publique.

Ces justifications doivent porter non seulement sur l'importance de l'entreprise mais encore sur l'objet de la concession et sur la destination de l'énergie produite. C'est ainsi que le Conseil d'Etat refusera la déclaration d'utilité publique si l'industriel, qui a cependant donné des justifications sur l'importance de la chute et la production d'énergie électrique, ne peut pas indiquer des débouchés suffisants pour l'absorption de toute énergie.

Section III

Caractère subsidiaire de l'expropriation

La loi de 1919 a conféré au concessionnaire la possibilité d'exproprier les propriétés privées, mais cette possibilité ne lui est accordée qu'à titre subsidiaire. Il ne pourra recourir à l'expropriation que dans le cas où les servitudes de l'art. IV ne pourront lui suffire.

Quand l'expropriation est-elle possible ?

Nous avons vu, en étudiant les servitudes d'occupation de l'art. IV que leur usage est limité sur un assez grand nombre de points.

Tout d'abord elle ne peuvent servir à l'établissement de l'usine. Le législateur a voulu que l'usine fût installée sur un terrain qui fût partie de la concession à titre de propriété, ceci par surcroît de précautions, car l'usine est la partie capitale de l'installation.

Donc, lorsque l'industriel n'aura pu s'entendre à l'amiable avec le propriétaire pour l'acquisition du terrain sur lequel il doit élever l'usine, il pourra recourir à la procédure d'expropriation.

Il en est de même pour les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations qui eux aussi échappent à la servitude d'occupation de l'art. IV. Ici encore, s'il est impossible à l'industriel de s'entendre à l'amiable pour l'acquisition de ces propriétés privées, il pourra demander la déclaration d'utilité publique et recourir à l'expropriation.

De plus, s'il s'agit d'une usine de moins de dix mille kilowatts et que le concessionnaire ait besoin d'occuper les terrains soit pour aménager ses travaux, soit pour entretenir ses ouvrages, il pourra là encore se servir de l'expropriation.

On sait, en effet, qu'en pareil cas, c'est l'occupation temporaire (§ 3 de l'art. IV) qui jouerait, mais que celle-ci n'a pas été accordée aux usines d'une puissance inférieure à 10.000 kilowatts.

Nous avons vu plus haut, en ce qui concerne les berges¹, que celles-ci ont été définies par la Chambre civile de la Cour de cassation : « Les parties du lit de la rivière
« et les talus qui la bordent, ordinairement découvertes
« par les eaux, mais susceptibles d'être occupées par
« les crues normales et généralement impropres à la
« culture ».

Le concessionnaire a le droit de submerger les berges,

1. Cf. *supra* p. 51.

mais s'il doit occuper à titre définitif, par submersion ou autrement, les terrains qui se trouvent au delà des berges, il ne pourra le faire qu'après en avoir préalablement obtenu l'expropriation.

L'expropriation pourrait jouer encore pour l'établissement de canaux d'amenée ou de fuite dont l'importance dépasserait la mesure que la loi du 29 avril 1845 permet de réaliser.

Si les tribunaux judiciaires, qui ont pleins pouvoirs d'appréciation, ont décidé que l'importance de ces canaux empêche le concessionnaire d'user pour leur installation de la servitude d'aqueduc, celui-ci ne pourra les installer qu'en vertu de l'expropriation.

Il faut citer enfin le cas où le concessionnaire exécute des travaux en vue de rétablir des voies de communications (routes, chemins, etc...) qu'il a interceptées par l'aménagement de sa chute. Nous avons vu que ces voies de communication faisant partie du domaine public, il était obligé de les rétablir. Pour ce faire, il aura le droit d'user de la faculté d'expropriation pour le compte de la personne administrative à qui appartiennent ces voies de communication.

L'expropriation est donc un procédé subsidiaire d'établissement des ouvrages par rapport aux servitudes. Ce caractère subsidiaire a été reconnu par la Cour de cassation dans un arrêt du 2 mars 1931 ¹: « Attendu, dit l'arrêt, que le pourvoi fait grief à la Cour d'avoir statué, sans que le jugement d'expropriation préalable, et translatif

1. S. 31.1.163.

de propriété, visé par l'art. 66 de la loi de 1841, soit intervenu ; — mais, attendu que les décisions attaquées, sans qu'il y ait eu lieu à expropriation, ont réglé, dans les termes de l'art. 4 de la loi du 16 octobre 1919 des indemnités afférentes à l'acquisition, par un concessionnaire de chute d'eau, du droit d'exercer sur un terrain privé, une servitude de submersion ; que, dans ces conditions, un jugement d'expropriation devenait inutile... »

Le concessionnaire doit donc d'abord user de la faculté que lui donne la loi d'occuper les terrains dont il a besoin pour son entreprise au moyen des diverses servitudes de l'art. 4. S'il peut user de ces servitudes, l'expropriation devient inutile, il ne peut la pratiquer.

Au sujet de l'usage que peut faire le concessionnaire de la faculté d'expropriation que lui donne la déclaration d'utilité publique, une question délicate s'est posée : c'est celle de savoir si le concessionnaire peut à la suite de la déclaration d'utilité publique exproprier également les terrains sur lesquels il a la faculté d'user de la servitude d'occupation ?

La jurisprudence n'a eu l'occasion de se prononcer qu'une seule fois sur cette question. La Cour de cassation¹ a décidé que l'expropriation ne pourrait avoir lieu que pour des terrains autres que ceux pour lesquels une servitude de l'art. 4 était prévue.

Voici l'espèce : établissant une chute d'eau sur la partie supérieure du Doubs, le concessionnaire dut,

1. Cour de cass., 23 déc. 1924, S. 25.1.145.

pour régulariser le cours de l'eau, créer des réservoirs et de ce fait élever le niveau normal des eaux dans un lac. Il obtint une déclaration d'utilité publique. Par la suite, une entente amiable intervint entre le propriétaire des terrains submergés et le concessionnaire d'après laquelle, moyennant une certaine indemnité ce dernier acquit les terrains à submerger. Les parties ne pouvant se mettre d'accord sur le prix, le propriétaire demande au Tribunal, non pas de fixer lui-même l'indemnité, ce qu'il aurait pu faire, mais de désigner le magistrat directeur du jury d'expropriation, car le propriétaire avait l'intention de provoquer l'expropriation de son terrain. Le Tribunal lui ayant donné raison, la Cour de cassation a cassé le jugement ; en voici le principal attendu : « Attendu que le jugement vise en effet uniquement l'art. 4 de la loi ; qu'il ne résulte ni expressément, ni implicitement de ses énonciations, qu'il s'agissait d'un aménagement de l'entreprise nécessitant ainsi que le prévoit l'art. 5 de la même loi l'occupation définitive de propriétés privées dans des cas autres que ceux prévus par l'art. 4 ; que dès lors, en renvoyant les parties devant le jury spécial d'expropriation, pour être procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, le jugement attaqué a violé le texte susvisé ».

De cet attendu il résulte que si l'occupation par la servitude de l'art. 4 est possible, l'expropriation ne peut avoir lieu. Celle-ci ne peut fonctionner que dans des cas autres que ceux prévus par l'art. 4 ; le concessionnaire ne peut exproprier que les terrains sur lesquels l'usage de la servitude est insuffisant.

Certains auteurs¹ combattent l'opinion émise par la Cour suprême et à l'appui de leur thèse font valoir les arguments suivants :

1° L'art. 5 ne dit pas expressément que le concessionnaire ne peut exproprier que les terrains sur lesquels il n'a pu se servir des servitudes ; il déclare seulement que lorsque les servitudes ne peuvent s'appliquer, le concessionnaire peut demander que son entreprise soit déclarée d'utilité publique. S'il obtient cette déclaration, il a la possibilité d'exproprier. Par conséquent le texte est muet sur l'étendue de l'expropriation. Pourquoi l'interpréter limitativement ?

Nous ne pensons pas, contrairement à cette opinion, que le texte soit muet : « lorsque l'utilité publique a été déclarée, *s'il y a lieu à expropriation*, il est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841. » — « S'il y a lieu à expropriation », dit l'art. 5. Or, précisément il n'y a lieu à expropriation que dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 4 pour des terrains sur lesquels on ne peut établir les servitudes d'occupation.

2° C'est l'entreprise elle-même et non pas tel travail qui est déclaré d'utilité publique. Or, comme l'expropriation joue par le fait de la déclaration d'utilité publique, ce sont tous les terrains nécessaires à l'aménagement de la chute qui sont susceptibles d'être expropriés.

C'est l'entreprise qui est déclarée d'utilité publique,

1. Voir la note sous l'arrêt ci-dessus cité.

soit ; mais cela ne signifie nullement que tous les terrains sur lesquels cette entreprise doit porter peuvent être expropriés. Rien n'autorise à tirer cette conclusion.

3° Il est beaucoup plus simple qu'une fois la déclaration d'utilité publique obtenue, toute la concession jouisse d'un même régime : l'expropriation.

La simplicité réalisée par l'unification du régime est toute relative. En effet, à la fin de la concession, si l'Etat confie à un nouvel industriel le soin de continuer la gestion de la chute, celui-ci n'éprouvera guère plus de difficultés si l'ancien concessionnaire a exproprié la totalité des terrains sur lesquels porte l'installation de la chute que si, au contraire, il n'a exproprié que dans la mesure où il n'a pu utiliser les servitudes de l'art. 4.

Nous pensons donc, adoptant sur ce point la doctrine de la Cour de cassation, que le concessionnaire qui a obtenu la déclaration d'utilité publique ne peut exproprier que les terrains pour lesquels il lui eût été impossible d'utiliser les servitudes de l'art. 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Vu le Doyen
Edgard ALLIX.

Vu le Président
de Thèse,
BARTHÉLÉMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALIBERT. — *Du droit des riverains sur la force motrice des cours d'eau non navigables ni flottables*, thèse Toulouse, 1904.
- BALLEYDIER. — *Etudes générales des droits de riveraineté*, 2^e Congrès de la Houille blanche, 1914.
- BELLUTEAU. — *La nature juridique des travaux d'aménagement des chutes d'eau*, thèse, Paris, 1930.
- BERTHELEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*, 13^e éd., 1933.
- Exposé de la question de la houille blanche devant la Société d'Etudes législatives, *Bulletin de la Société*, n° 3, 1901-1902, p. 231-235.
- Rapport sur la même question présenté à la même Société, au nom de la Commission chargée de l'étudier, *Bulletin de la Société*, n° 3, 1901-1902, p. 269-278.
- BLAEVOET. — *De la nature des concessions d'entreprises hydrauliques*, *Revue des concessions*, 1927.
- *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics*, 1930.
- BOCCAGIO. — *La nature du droit de riveraineté*, thèse Grenoble, 1911.
- BONNARD. — *Précis de droit administratif*, 1926.
- BOUGAULT. — *Législation des chutes d'eau*, Grenoble, 1902.
- Observations présentées à la Société d'Economie Politique et d'Economie Sociale de Lyon lors de la discussion de la question de la houille blanche, Lyon, 1902, p. 17-18.
- Observations présentées à la Société d'Etudes Economiques de la Loire, lors de la question de la Houille blanche. *Bulletin de la Société*, février 1902, p. 6-13.
- Notes sur la licitation des droits de riveraineté *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, n° 3, 1901-1902, p. 286-290.
- *Législation nouvelle des chutes d'eau*, 1921.

BOURCART. — *De l'occupation temporaire en vue de l'exécution des travaux publics*, 1885.

Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des forces hydrauliques. Communications du comité du contentieux.

CAPITANT et COLIN. — *Cours élémentaire de droit civil français*, t. I^{er}.

CHAMPIONNIÈRE. — *Les eaux courantes*, 1846.

CHEYSSON. — Observations présentées à la Société d'Etudes législatives lors de la question de la discussion de la Houille blanche, *Bulletin de la Société*, n° 4, 1901-1902, p. 373-374.

COLSON. — Observations présentées à la Société d'Etudes Législatives lors de la question de la discussion de la Houille blanche *Bulletin de la Société*, n° 4, 1901-1902, p. 356, 364, 371, 372, 375.

COT. — *Le droit de riveraineté et la loi du 16 octobre 1919*, thèse, Grenoble, 1920.

CRITESCO. *La houille blanche. De l'utilisation de la force motrice des cours d'eau non navigables ni flottables*, Paris, 1902.

DAVIEL. — *Traité de la législation et de la pratique des cours d'eau*, 1845.

DENIZOT. — *De la législation et de la compétence en matière de cours d'eau*, 1860.

DUBREUIL. — *Législation des eaux*, 2 vol. 1842.

DURAND-DASTÈS. — *Le nouveau statut légal des forces hydrauliques*, thèse, Toulouse, 1921.

GALL. — *Des modifications apportées par la loi du 16 octobre 1919 aux droits des riverains des petits cours d'eau*, thèse, Paris, 1928.

GARNIER. — *Le Cahier des Charges des Concessionnaires de chute d'eau*, thèse, Paris, 1932.

GRAUX et RENARD. — *Commentaire de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux et de la loi du 21 juin 1898 sur la police rurale*

GRAZIANI. — *L'occupation temporaire*, thèse, Paris 1928.

GUILHOU. — *Etudes au point de vue civil de la loi du 16 octobre 1919*, thèse, Paris, 1921.

GUILLAIN. — Exposé d'un projet de loi sur l'utilisation de la force motrice des cours d'eau non navigables ni flottables, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, n° 4, 1901-1902, p. 346-356, 387-429.

HANOTAUX. — Les hautes chutes, la houille blanche (Impressions de France, III). *Revue des Deux-Mondes*, 1901, t. II, p. 482-603.

HAURIUO André. — *La mainmise de l'Etat sur l'énergie des cours d'eau non navigables ni flottables*, thèse, Toulouse, 1921.

HAURIUO (Maurice). — *Précis de droit administratif*, 12^e édit., 1933.

ISSARTE et GENISSIEU. — *Jurisprudence du Comité Consultatif des Forces Hydrauliques* 1927.

- LABEY. — *La propriété privée et les usines hydrauliques*, thèse, Toulouse, 1912.
- LARNAUDE. — Observations présentées à la Société d'Etudes législatives lors de la discussion de la question de la Houille blanche, *Bulletin de la Société*, n° 4, 1901-1902, p. 376-377.
- L'HUILLIER. — *Législation des forces hydrauliques*.
Compétence administrative et compétence judiciaire à propos de l'Arrêt des « Berges », *Revue générale de l'Electricité*, 8 avril 1933, p. 469.
- LUCIEN-BRUN. — Projet de mainmise de l'Etat sur les chutes d'eau, *Revue Catholique des Institutions et du Droit*, févr. 1902, p. 99.
- Observations présentées à la Société d'Economie Politique et d'Economie Sociale de Lyon, lors de la discussion de la question de la Houille blanche Lyon, imprimerie Bonnaviat, 1902, p. 13 et 14.
- MARTIN. — *Droit du riverain à la force motrice*, thèse, Paris, 1903.
- MESTRE. (A.). — *Les premières applications jurisprudentielles de la loi du 16 octobre 1919*.
- Notes au Sirey : 1923. 2.89. — 1924. 1.289. — 1925.2.41. — 1927.2.17 — 1928.2.105. — 1929.3.73. — 1930.1.337.
- NADAULT de BUFFON. — *Traité des usines et autres établissements sur les cours d'eau*.
- NEYRET. — Observations présentées à la Société d'Etudes Economiques de la Loire lors de la discussion de la question de la Houille blanche, *Bulletin de la Société de février 1902*, p. 25-24.
- PÉPY. — Notes au Dalloz périodique, 1926-3-65 et 1928-3-49.
- PICARD, *Traité des eaux*, 5 vol.
- PILLET. — *Droit des riverains sur les cours d'eau*, Premier Congrès de la Houille blanche, 1902.
- PINAT. — Observations présentées à la Société des Agriculteurs de France lors de la discussion de la question de la Houille blanche. *Bulletin de la Société* du 1^{er} janvier 1902, p. 24 et 26.
- Note sur la houille blanche, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, n° 3, 1901-1902, p. 279-286.
- Observations présentées à la Société d'Etudes Législatives lors de la discussion de la question de la Houille blanche, *Bulletin de la Société*, n° 4, 1901-1902, p. 364-366.
- ROLLAND. — Utilisation de l'énergie hydraulique et loi du 16 octobre 1919, *Revue d'Economie politique*, 1920.
- Précis de droit administratif, 5^e édit., 1934.
- SAIGNOL. — Observations présentées à la Société d'Etudes Economiques de la Loire lors de la discussion de la question de la Houille blanche. *Bulletin de la Société*, février 1902, p. 3-6.
- TAVERNIER. — Les forces hydrauliques des Alpes en France, en Italie et en Suisse, Extrait des *Annales des Ponts-et-Chaussées*, Paris, 1900.

- *Les grandes forces hydrauliques des Alpes*, Rapport présenté à la Société d'Economie Politique et d'Economie Sociale de Lyon, Lyon, 1900.
 - *Les grandes forces hydrauliques des Alpes*, Conférence tenue à la Société d'Etudes Economiques de la Loire, *Bulletin de la Société*, novembre 1901.
 - TOCHON. — *De l'utilisation des cours d'eau non navigables ni flottables en vue de l'établissement des usines hydrauliques*, thèse, Paris, 1908.
 - Les Cahier des Charges des entreprises hydrauliques, *Revue générale de l'Electricité*, 8 et 15 janv., 12 et 26 févr., 16 av. 1921.
 - WILHEM. — Utilisation des forces naturelles, les usines hydrauliques publiques, *L'Economiste Français* du 12 janvier 1901, p. 39.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

<i>Le régime des eaux avant la loi de 1919</i>	3
<i>a. Les rivières navigables et flottables</i>	3
<i>b. Les rivières non navigables et non flottables</i>	4
<i>Défauts de cette législation</i>	8

PREMIERE PARTIE

LES DROITS DU DEMANDEUR EN CONCESSION

<i>Etendue de ces droits</i>	15
<i>Limitation de ces droits</i>	17
<i>L'arrêt Sigalas</i>	18

DEUXIEME PARTIE

LES DROITS DU CONCESSIONNAIRE

Titre premier

Occupation par le concessionnaire

Chapitre premier. — <i>Nature juridique des droits reconnus au concessionnaire</i>	23
Chapitre II. — <i>Diverses formes de l'occupation</i>	29
<i>Section première.</i> — <i>L'occupation des § 1 et 2 de la loi de 1919</i>	30
<i>Occupation définitive et momentanée</i>	30
<i>Section II.</i> — <i>L'occupation temporaire</i>	34
Chapitre III. — <i>Modes d'exercice des servitudes de l'art. 4</i>	37
<i>Par quels moyens les propriétaires peuvent-ils se protéger contre les irrégularités résultant de l'arrêt du préfet</i>	38
<i>Section première.</i> — <i>Sur quels terrains portent les droits de l'art. 4</i>	45

§ 1. Le périmètre	45
§ 2. Les propriétés privées	48
§ 3. La submersion des berges	51
A. Exceptions communes aux deux sortes d'occupation	58
B. A quel moment la nature des terrains doit-elle être appréciée	60
<i>Section II. — Au profit de quels ouvrages pourra jouer la servitude d'occupation de l'art. 4</i>	62
A. Ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation ordinaire	62
B. Ouvrages bénéficiant de la servitude d'occupation temporaire	66
Pour quels travaux doit fonctionner l'occupation temporaire	71
C. Ouvrages exclus du bénéfice de la servitude....	72
<i>Section III. — Durée de l'occupation</i>	80
<i>Section IV. — L'indemnité</i>	84
§ 1. Qui peut intenter l'action	85
§ 2. Privilège du propriétaire du sol et de tous les ayants-droit pour le recouvrement de leur indemnité	87
§ 3. Autorité compétente pour accorder l'indemnité	88
§ 4. Règlement de l'indemnité	93
Cas d'urgence	94
§ 5. Calcul du montant de l'indemnité	96
Plus-value causée à la propriété par la concession de chute d'eau.	99
Chapitre IV. — La réquisition d'achat	101
<i>Section première. — Cas d'ouverture</i>	102
<i>Section II. — Exercice du droit du propriétaire</i>	103
<i>Section III. — A quel moment doit s'exercer l'action</i>	104

Titre II

Le droit d'expropriation

<i>Section première. — La déclaration d'utilité publique</i>	108
<i>Section II. — Caractère exceptionnel de l'expropriation</i>	111
1. Par la personne qui exproprie	112
2. Par l'objet de la déclaration d'utilité publique	113
3. Par les conditions de cette déclaration	114
<i>Section III. — Caractère subsidiaire de l'expropriation</i>	115

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

